

# **Module d'Apprentissage 1 :**

# **Localisation des SDGs /Introduction**

# Module d'Apprentissage 1 : Localisation des SDGs /Introduction

Juillet 2017

Le Guide du Formateur



*Empowered lives.  
Resilient nations.*



**UN HABITAT**  
FOR A BETTER URBAN FUTURE



<b>Présentation</b>	<b>5</b>
Contexte et lectures du formateur	6
Public cible	6
Méthodologie	7
Informations techniques	8
Iconographie	8
Matériaux complémentaires	9
Glossaire	9
<b>Chapitre 1 Introduction</b>	<b>10</b>
Introduction à l'atelier	10
 Des MDGS aux SDGS	11
 Différences et similitudes entre les MDGS et les SDGS	12
 Les SDGS en un coup d'œil	14
 17 SDGS et MDGS dans 5 domaines thématiques	15
 Principes des SDGS	17
 Ce que pense la communauté - approche critique du programme	17
 Que signifie la localisation des SDGS ?	18
 Pourquoi la localisation est-elle importante ?	19
 Pourquoi les SDGS sont-ils importants pour les LRGS ? Débat de 10 raisons	19
Principaux enseignements du chapitre 1	21
<b>Chapitre 2: Sensibilisation, plaidoyer et dialogues pour la localisation des SDGS</b>	<b>22</b>
Introduction	22
 Le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans l'amélioration de la compréhension et de l'appropriation des SDGS par les citoyens	23
 Pourquoi est-il important que le LRGS sensibilise les citoyens au programme des SDGS ?	23
 Sensibilisation. Qui peut faire quoi ?	24
 Cartographie : Qui sont les acteurs et comment les impliquer ?	27
 Plaidoyer. Pourquoi?	28
 Une approche en profondeur	29
 5 éléments clés du plaidoyer	31
 Demander un environnement propice à la localisation des SDGS	32
 Environnement favorable à la localisation des SDGS	35
Principaux enseignements du chapitre 2	37

<b>Chapitre 3 : Les SDGS vont au niveau local. Aligner les plans de développement locaux et régionaux</b>	<b>39</b>
Les SDGS vont au niveau local	39
Aligner les plans locaux et régionaux sur les SDGS	41
Aligner les plans locaux et régionaux sur les SDGS	42
Quelles sont les ressources clés pour mettre en œuvre le Programme 2030 ?	45
Principaux enseignements du chapitre 3	49
Chapitre 4: Suivi	<b>51</b>
	51
Suivi	54
Rapports: rapports volontaires nationaux	56
Analyse : Rapports de pays basés sur les LRGS	56
Principaux enseignements du chapitre 4	<b>58</b>

\* Pour accéder directement à l'un des chapitres, cliquez sur son nom ci-dessus.

# Présentation

Un an après l'adoption des objectifs de développement durable (SDGs) par les Nations Unies, de nombreux gouvernements locaux et régionaux ne sont pas suffisamment familiarisés avec cet ensemble d'objectifs universel et intégré. À la suite des précieux enseignements tirés de la conclusion des MDGs, UCLG, le UNDP et UN-Habitat ont déployé des efforts considérables pour atteindre les LRGs et les encourager à participer à la réalisation des SDGs. Dans ce processus, la feuille de route pour la localisation des SDGs, élaborée par le Groupe de travail mondial des gouvernements locaux et régionaux, le UNDP et UN-Habitat, propose aux LRGs un ensemble de stratégies leur permettant de prendre part à ce processus.

Comme indiqué dans la feuille de route, « tous les SDGs ont des objectifs directement liés aux responsabilités des gouvernements locaux et régionaux ». C'est pour cette raison que les responsables élus et nommés des LRGs doivent être prêts à participer à la localisation des SDGs. Pour ce faire, il est essentiel de leur offrir les outils et les connaissances nécessaires pour qu'ils puissent contribuer à ce processus sur leur territoire et, plus encore, d'articuler la participation des autres parties prenantes et de la citoyenneté.

La feuille de route est structurée en quatre parties et une conclusion. Chacune des quatre parties offre une approche différente de la localisation des SDGs. Alors qu'elles se chevauchent toutes dans le temps et que les résultats de l'une des approches sont optimisés lorsque l'on travaille simultanément sur les autres approches, la feuille de route présente les quatre parties en quatre étapes distinctes.

En premier lieu, il est crucial de sensibiliser la population (y compris la citoyenneté, mais également les CSO, les universités, le secteur privé et d'autres parties prenantes). Mais avant tout, il faut sensibiliser les gouvernements locaux et régionaux, qui devront ensuite prendre en compte les SDGs dans leur travail quotidien et, à son tour, sensibiliser la population. Dans cette tâche, le rôle des associations de LRGs est très important.

Les LRGs doivent également jouer un rôle majeur dans l'adoption des plans nationaux pour la mise en œuvre des SDGs. Principalement pendant la phase de planification, mais aussi lors de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des plans, les LRGs doivent plaider en faveur de la prise en compte des intérêts et des besoins de leurs territoires.

Les représentants élus et nommés des LRGs devront également être prêts à élaborer leurs propres politiques, plans, programmes et projets alignés sur les objectifs de développement durable. Cela implique de nombreuses actions différentes, comme indiqué dans la feuille de route : mener une évaluation des besoins, travailler main dans la main avec d'autres acteurs du territoire ou ayant des besoins et des perspectives similaires, aligner les plans existants avec les SDGs, mobiliser des ressources et renforcer les capacités par le biais de diverses actions, notamment le recours à la coopération pour le développement et à l'apprentissage entre pairs afin de maximiser ces actions.

L'un des enseignements tirés des MDGs est que les données infranationales sont essentielles pour déterminer la réalisation des objectifs dans l'ensemble du pays. C'est la raison pour laquelle la feuille de route insiste sur la nécessité de développer des indicateurs spécifiques à chaque territoire, de veiller à ce que les données collectées soient utilisées et d'inclure les LRGs dans les étapes de suivi et d'évaluation aux niveaux local et national, et enfin s'assurer que les rapports d'avancement nationaux sur les SDGs révèlent également les réalisations locales.

## Formation et lectures du Formateur

Tout formateur qui organise une session d'apprentissage basée sur ce module a besoin d'une solide connaissance du programme 2030 et du processus de localisation. Nous recommandons vivement de nommer des formateurs ayant au moins cinq ans d'expérience pratique travaillant au niveau local ou régional et traitant des programmes mondiaux.

**Avant de commencer à utiliser ce guide du formateur, nous vous recommandons de lire les textes suivants**

*Les objectifs de développement durable : Ce que les collectivités doivent savoir*

*Des MDGS au développement durable pour tous : leçons de 15 années de pratique*

*Les voix locales et régionales sur la scène mondiale : notre parcours post-2015*

*Feuille de route pour la localisation des SDGS : mise en œuvre et suivi au niveau sous-national*

*Débuter avec les SDGS dans les villes : un guide pour les acteurs locaux*

*Localiser le programme de développement pour l'après-2015 : Dialogues sur la mise en œuvre*

*Réaliser le programme de développement pour l'après-2015 : opportunités aux niveaux national et local*

### Public Cible

Cette formation ou module vise le développement des capacités des LRGs et des associations de LRGs aux niveaux politique et technique, ainsi que d'autres acteurs qui reproduiront cette formation avec des représentants des LRGS (représentants d'États, d'organisations internationales et de la société civile).

Conscient des énormes différences qui peuvent exister entre les LRGs participant au module en termes de compétences, de portée territoriale, de composition, etc., ce module est précis mais suffisamment large pour inclure et refléter tous les types de LRGs. À cette fin, il arrive parfois que du matériel spécifique soit fourni aux métropoles et / ou aux gouvernements régionaux.

**Trois groupes différents sont proposés en fonction des différents publics cibles pouvant faire l'objet de ce module.**

- ● ● **Groupe 1** Représentants élus et responsables de LRGs ayant une faible connaissance du programme 2030 mais une bonne connaissance de la sphère locale
- ● ● **Groupe 2** Représentants élus et responsables de LRGs connaissant bien le programme 2030 et la sphère locale
- ● ● **Groupe 3** Représentants d'associations régionales et nationales de LRGs, de gouvernements nationaux et de parties prenantes nationales et locales (CSO, secteur privé, universités)

Certains exercices pourront être adaptés non seulement à un groupe, mais également aux catégories suivantes : Région, métropole, ville de taille

#### Presentation

moyenne, association LRGs. Ces catégories seront marquées dans la marge du document.

Bien que la plupart des actions proposées soient adressées aux trois groupes, l'approche sera différente selon les capacités des participants: pour les participants mieux informés des SDGs, une compréhension plus approfondie de l'impact de ces objectifs au niveau local pourrait être nécessaires, alors que les représentants et les responsables des petites villes pourraient avoir besoin d'une connaissance plus approfondie de ce que sont les objectifs de développement durable, mais pourraient plus facilement comprendre comment les gouvernements locaux peuvent y contribuer.

### **Méthodologie**

Ce guide du formateur contient des informations qui vous aideront à organiser une séance d'apprentissage sur les objectifs de développement durable. Le document est divisé en quatre chapitres :

#### **Chapitre 1** Introduction

**Chapitre 2** : Sensibilisation, plaidoyer et dialogues pour la localisation des SDGs

**Chapitre 3** : Les objectifs de développement durable vont au niveau local !

**Chapitre 4** : Analyse, suivi et évaluation

Chacun d'entre eux est conçu comme un module d'apprentissage indépendant divisé en unités plus courtes avec des horaires donnés pour que vous puissiez ajuster et appliquer la méthodologie donnée dans différents contextes (formations de 4 à 8h) en fonction du niveau du groupe, du nombre de participants, etc. différents contenus, plus pratiques que théoriques, sont flexibles afin de pouvoir les adapter à la réalité, aux besoins et aux aspirations des participants, c'est-à-dire à l'environnement politique, économique, social et culturel de leur territoire.

Dans le même temps, les chapitres présentent des études de cas réels et les meilleures pratiques de différentes régions du monde dans le but principal de proposer une vision plus pratique basée sur des exemples de réussite, mais aussi comme moyen d'encourager les LRG dans des expériences de développement et de coopération décentralisée, comme indiqué dans la feuille de route.

Nous vous encourageons à utiliser tous les outils et ressources proposés dans le Guide du formateur pour concevoir vos propres sessions et les ajuster autant que possible au contexte local dans lequel vous travaillez. Il n'y a pas deux publics identiques, ni des expériences d'apprentissage, alors n'hésitez pas à adapter les outils proposés aux besoins et attentes de vos apprenants.

#### **Renseignements techniques**

La taille optimale du groupe pour une formation basée sur cette méthodologie est de **10 à 16 personnes**. Pour les groupes plus importants, nous recommandons fortement d'avoir deux formateurs ou plus, en particulier pour les exercices nécessitant une modération.

L'espace où vous allez organiser la session d'apprentissage doit être équipé d'un projecteur, d'une connexion Wi-Fi (nécessaire pour lire des vidéos) et d'un tableau à feuilles mobiles. Il doit disposer de chaises et de tables mobiles afin que vous puissiez facilement réorganiser la salle pour les exercices. Cela permettra également aux participants de s'asseoir et de se déplacer en fonction de leurs besoins.

### Iconographie

Tout au long du guide, vous trouverez une série d'icônes qui vous aideront à trouver plus facilement les informations et à vous déplacer dans les chapitres. Les matériels d'apprentissage sont divisés en deux catégories générales : les conférences et les exercices portant les icônes suivantes :



**Conférence**



**Exercice**

Chaque conférence et exercice sont accompagnés d'icônes supplémentaires :

Outre les icônes, dans la marge de gauche, vous trouverez également des conseils et des informations permettant de déterminer si une préparation préalable est nécessaire (impression, découpage, etc.).



**Groupe**

Il montre un type de groupe cible recommandé : 1, 2 ou 3



**Heure**

Il montre les temps estimés



**Diapositive**

Il montre quelles diapositives devraient être utilisées



**Ressource**

Il montre des ressources : publications, vidéos, etc.



**Document**

Il montre quels documents doivent être utilisés

Sous chaque section, vous trouverez des ressources supplémentaires telles que des liens vers des publications utiles, des vidéos et des sites Web.

### **Matériaux complémentaires**

Ce guide du formateur est accompagné de matériel complémentaire :

**Présentation** avec un support visuel pour la formation basée sur la clé du guide informations et graphiques. La présentation est accessible au format PowerPoint, ce qui permet de s'adapter facilement à chaque session d'apprentissage.

**Documents** à distribuer pour les participants avec exercices, informations clés, résumés des différents modules, etc.

Chaque exercice ou conférence du guide est accompagné des informations figurant en marge, ainsi que des diapositives et des documents correspondants. Lors de la préparation de votre session d'apprentissage, n'oubliez pas que les documents doivent être imprimés à l'avance.

### **Glossaire**

**CSO** – Civil Society Organization

**ECOSOC** – United Nations Economic and Social Council

**HLPF** – UN High-Level Political Forum on Sustainable Development

**LRG** – Local and Regional Government

**LRGAs** – Local and Regional Government Associations

**MDGs** – Millennium Development Goals

**SDGs** – Sustainable Development Goals

**UCLG** – United Cities and Local Governments

**UNDP** – United Nations Development Programme

**UN-Habitat** – United Nations Human Settlements Programme

**VNR** – Voluntary National Reviews

**CSO** - Organisation de la Société Civile

**ECOSOC** - Conseil Economique et Social des Nations Unies

**HLPF**- Forum Politique de Haut Niveau des Nations Unies sur le Développement Durable

**LRG** - Gouvernement Local et Régional (Collectivités)

**LRGAs** - Associations de Gouvernements Locaux et Régionaux

**MDGs** - Objectifs du Millénaire pour le Développement

**SDGs** - Objectifs de Développement Durable

**UCLG** - Cités et Gouvernements Locaux Unis

**UNDP** - Programme des Nations Unies pour le Développement

**UN- Habitat** - Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains

**VNR** - Révisions Nationales Volontaires

---

# Chapitre 1 : Présentation

## Introduction à l'atelier

●●● Group 1, 2, 3

 15 min

 Slide 1-4

### Option 1 : Enquête

Remplir l'enquête ne prend pas plus de 15 minutes. Vous devriez l'envoyer aux participants quelques jours avant la formation. Nous proposons une enquête, mais n'hésitez pas à créer votre propre version. Le sondage proposé est disponible [ici](#).

Analysez les résultats à l'avance et démarrez la session en partageant certains faits et chiffres intéressants que vous avez découverts lors de l'enquête.

#### Exemples :

- 62% d'entre vous pensent que les objectifs de développement durable et les objectifs sont liés, et que la réalisation d'un objectif nécessite de traiter également les autres
- 85% du LRG mène des campagnes de sensibilisation pour la réalisation des SDGs.

### Option 2: Vidéo d'introduction

Montrer une vidéo dynamique est un début très approprié pour toute formation. Vous pouvez utiliser de nombreuses vidéos de haute qualité sur les objectifs de développement durable. Nos recommandations sont:

[We the people](#)

[Transitioning from the MDGs to the SDGs](#)

[No point going half way](#)

[Leave no one behind](#)

[Numbers in action](#)

#### Resources:

[United Cities and Local Governments YouTube channel](#)

[The Global Goals YouTube channel](#)

[UN YouTube channel](#)

### Option 3 : Tour de présentation

S'il y a moins de 15 personnes, demandez à chacun de se présenter brièvement sur le forum. Si la taille du groupe est supérieure à 15, divisez les participants en groupes de 5 et demandez à chacun de se présenter au groupe.

Vous devriez avoir la liste de tous les participants et leurs positions avant la formation.



Conseil : Si vous préférez commencer par la vidéo ou la série de présentations plutôt que par l'enquête, n'hésitez pas à modifier l'ordre ou à n'utiliser que l'un des types mentionnés.





Conference

Groupe 1

10 min

Diapositive 5-7

**Handout 1**

Tip : Vous pouvez compléter la conférence avec la vidéo :  
[Transitioning from the MDGs to the SDGs](#)

Conseil : sachez que tous les participants ne sont pas familiarisés avec le jargon. Assurez-vous de toujours expliquer chaque abréviation lorsque vous l'introduisez pour la première fois. Si vous travaillez avec un groupe 1, il vous sera très utile de remettre le Document 1: Glossaire.

## Des MDGs aux SDGs

Cette conférence est intéressante car elle montre aux débutants le passage d'un agenda à l'autre. Cela leur permet de comprendre l'évolution cruciale que représentent les SDGs en termes d'universalité et d'intégralité des défis auxquels les LRGs seront désormais confrontés.



### SDGs



### Diapositive 5

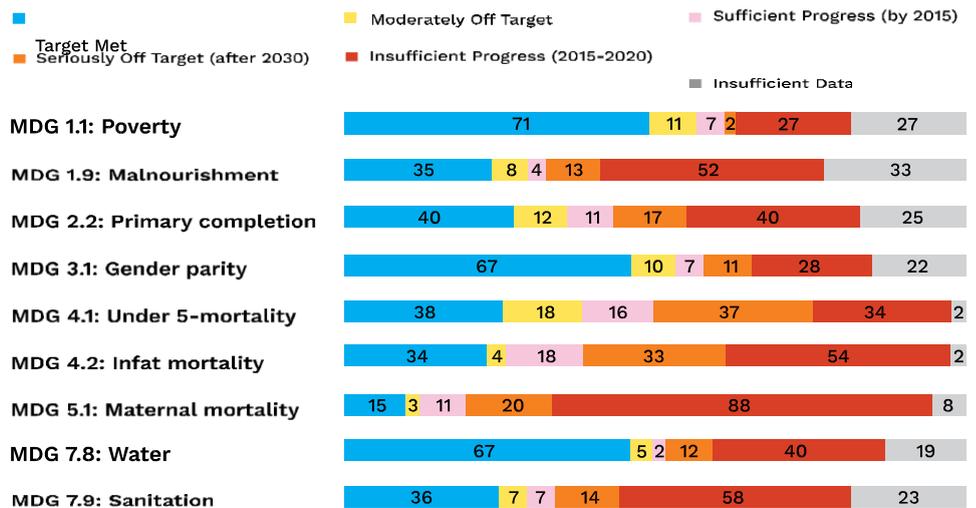


#### Perspectives du formateur

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (MDGs) sont une expression de la solidarité avec les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Les objectifs ont mobilisé le monde pour s'attaquer aux nombreuses dimensions de la pauvreté, formant ainsi le cadre d'un partenariat mondial qui a ouvert la voie à une nouvelle ère de coopération pour le développement. Malgré toutes ces réalisations, la communauté internationale a dû faire face à de nombreux défis au cours de ces 15 années.

De nombreux pays ont intégré les MDGs dans leurs plans et stratégies de développement nationaux et sous-nationaux et ont mis en œuvre des mesures spécifiques destinées à atteindre les objectifs correspondants. Cependant, les progrès ont été inégaux et, malgré tous les efforts déployés, de nombreux pays n'ont pas atteint un ou plusieurs objectifs des MDGs.

### Progres des MDGs par nombre de pays (2015)



Source: World Bank 2015, Global Monitoring Report 2015/2016: Development Goals in an Era of Demographic Change.



### Diapositive 7

Dans ce [lien](#) , vous trouverez plus d'informations sur les progrès réalisés par les pays de vos stagiaires dans la mise en œuvre des MDGs.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 définit à présent la vision pour les 15 prochaines années d'action mondiale. Il englobe les travaux non terminés des MDGs et va bien au-delà de l'éradication de la pauvreté en ouvrant de nouvelles perspectives. C'est un programme de développement durable universel, intégré et fondé sur les droits de l'homme. Il équilibre la croissance économique, la justice sociale et la gestion de l'environnement et souligne les liens entre la paix, le développement et les droits de l'homme. La mise en œuvre ne devrait pas créer 17 nouveaux silos autour des Objectifs de Développement Durable

**Resources:**

*[Regional and country progress reports. UNDP](#)*

*[Transitioning from the MDGs to the SDGs. UNDP](#)*

**Video:**

*[Transitioning from the MDGs to the SDGs](#)*

**Différences et similitudes entre les MDGs et les SDGs**

**Exercice**

**Groupe 1**

Divisez un tableau à feuilles mobiles en deux colonnes vides avec les titres : MDGs et SDGs. Marquez une ligne avec une couleur différente et expliquez qu'il existe une similitude entre les SDGs et les MDGs et 10 différences. Distribuez 22 cartes aux participants et demandez-leur de se lever et de placer leur carte au bon endroit.





20 min



Handout 2

**Preparation:** Remember to print and cut out the cards from Handout 2. You will need an adhesive tape.

**Tip:** If there are more than 11 participants, prepare 2 set of cards and use 2 flipcharts to make sure that everyone participates. One participant should have more than one card.

## Les 10 principales différences et 1 similitude entre les MDGs et les SDGs

MDGs	SDGs
8 Buts et 21 cibles	17 buts et 169 cibles
Approche descendante : résultat d'un accord intergouvernemental et des consultations de haut niveau	Approche ascendante : issue d'un processus de consultation sans précédent (2012-2015)
Lutter contre la pauvreté	Développement Durable
Pays en voie de développement	Universel
Les plus pauvres et les plus vulnérables du monde	La population mondiale
Défis spécifiques	Programme intégré et complet : couvre les 3 dimensions du D.D (développement économique, social et environnemental))
Gouvernemental	Inclusif : implication des parties prenantes (LRGs, organisations communautaires, CSO, secteur privé, universités, etc.)
Approche statistique de la localisation (Désagrégation rurale-urbaine)	Approche globale de la localisation. La dimension locale des SDGs
Mesurable à travers 60 indicateurs Se concentrent sur les flux d'aide et la coopération au développement	Mesurable à travers 232 indicateurs se concentrent sur les ressources nationales pour financer des stratégies de développement durable.
Clair, concis, limité dans le temps et mesurable	Clair, concis, limité dans le temps et mesurable

Terminez l'exercice en lisant les réponses correctes et demandez aux participants de donner leur avis :

1. Voyez-vous des changements novateurs dans le Programme 2030 ?
2. Quels aspects du programme 2030 sont les plus importants pour le contexte local ?

## Les SDGs en un coup d'œil



Lecture



Group 1



20 min



Slide 8

**Tip:** Pendant la conférence, remettez la copie de Ce que les gouvernements locaux doivent savoir à tous les participants ou montrez-leur comment le télécharger sur leur téléphone.

**Préparation:** Commandez ou téléchargez et imprimez les copies des [SDGs](#)

: [Ce que les élus locaux doivent savoir UCLG](#)



Diapositive 8

Cette conférence propose une vue d'ensemble du nouvel agenda, de ses objectifs et de ses cibles, ainsi que de la manière dont ils sont liés aux compétences et responsabilités locales et régionales.

Les objectifs de développement durable constituent un ensemble ambitieux de 17 objectifs et 169 objectifs définis et développés au moyen d'un dialogue sans précédent entre les États membres des Nations Unies, les autorités locales, la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes.

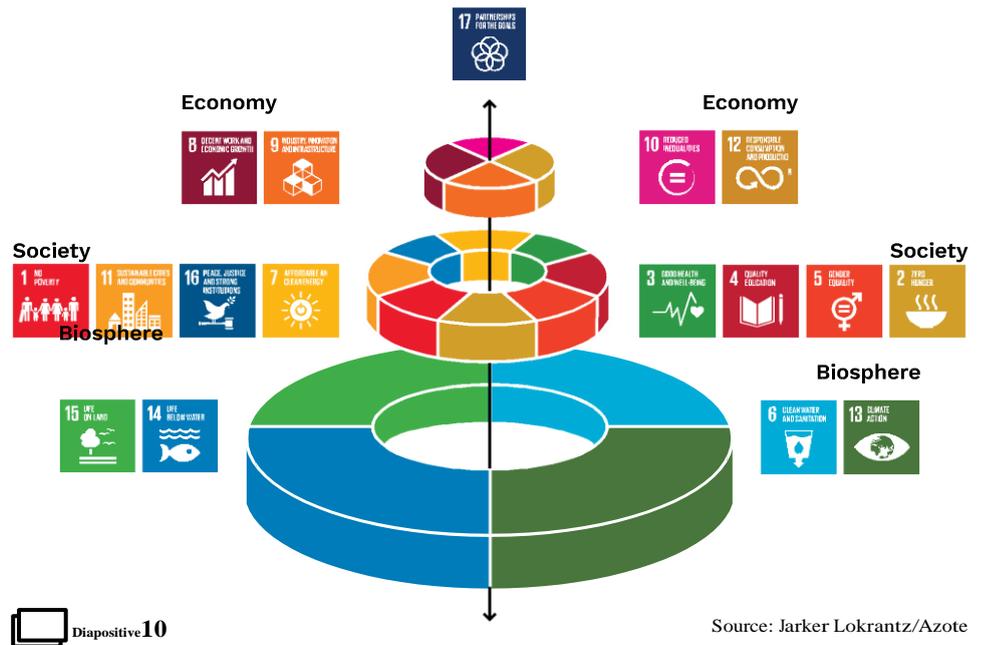
Le préambule du programme 2030 identifie 5 domaines thématiques : les peuples, la planète, la prospérité, la paix et le partenariat - les 5 P des SDGs.



Diapositive 9

Souligner la dimension locale des SDGs. Expliquez que tous les SDGs incluent des objectifs liés aux compétences et aux responsabilités des LRGs, en particulier à leur rôle dans la fourniture de services de base et la promotion d'un développement territorial intégré, inclusif et durable.

Vous pouvez également utiliser la diapositive 10 pour illustrer les SDGs dans le cadre du développement durable.



Source: Jarker Lokrantz/Azote

Recommander la publication suivante où les participants trouveront une présentation concise des objectifs liés aux compétences des LRGs :

**Ressources:**

*Sustainable Development Goals: What the local Governments need to know*

*Version for Apple users*

*Version for Android users*

Pour plus d'informations sur chaque objectif spécifique, cliquez [ici](#).

**17 SDGs et MDGs dans 5 domaines thématiques**

**Exercice**



Group 1, 2



30 min



Slide 11-13



Répartissez les participants en petits groupes de 3 à 5 personnes. Distribuez à chaque groupe les cartes du document no. 3 (liste des SDGs) et Document 4 (5 domaines thématiques). Donnez 10 minutes aux participants pour attribuer chacun des 17 objectifs de développement durable à l'un des domaines thématiques.

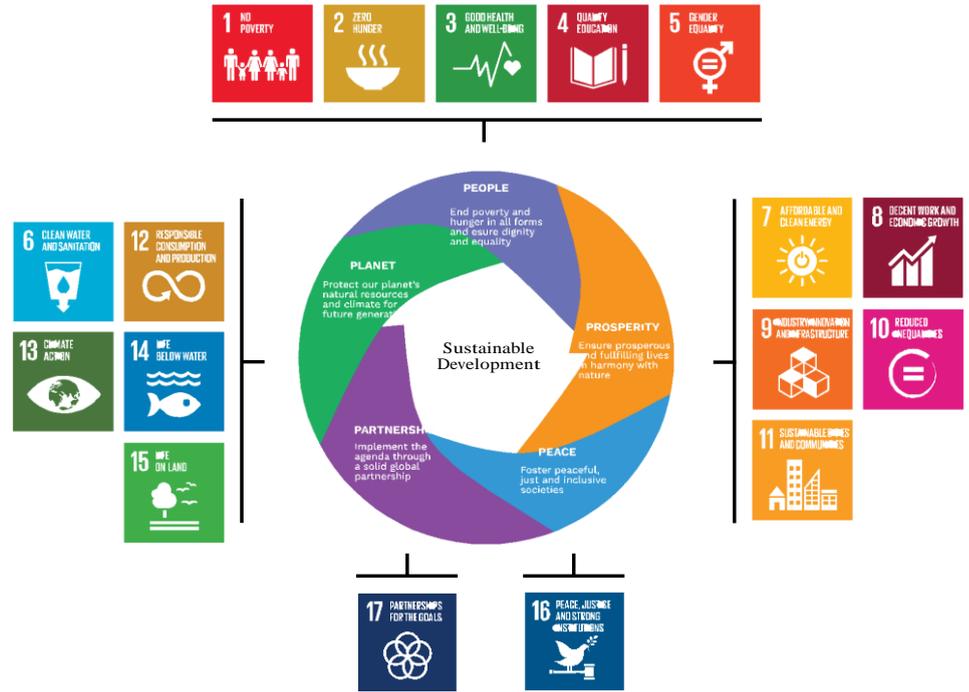
Lorsque les groupes sont prêts, montrez la diapositive 11 et demandez s'il y a eu des réponses différentes selon les groupes. Discutez des doutes qui peuvent apparaître.



**Document 3-5**

**Tip:** Utilisez le jeu de mémoire SDG et demandez aux participants de placer les cartes correspondantes sur chaque domaine thématique..

**Preparation :** Imprimez les documents, découpez les cartes. Vous aurez besoin d'un bâton de colle pour chaque groupe.



**Diapositive 11**

Dans la deuxième partie de l'exercice, remettez à chaque groupe les cartes des MDGs (document 5) et leur demander d'assigner chaque MDGs aux 5 mêmes domaines thématiques. Donne-leur 5 minutes pour discuter avec les membres du groupe. Lorsque le temps sera écoulé, montrez les graphiques de la diapositive 12 avec les bonnes réponses. Demandez quel groupe a eu le même résultat. Si vous avez des doutes sur les bonnes réponses, parlez-en avec les participants. Utilisez les informations ci-dessous :



**Perspectives du formateur :**

**Les 17 SDGs peuvent être divisés en 5 domaines thématiques et comparés aux MDGs comme suit :**

- 5 des 17 SDGS se concentrent sur les personnes qui mettent fin à la pauvreté et luttent contre les inégalités, en garantissant des vies saines, la connaissance et l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des enfants.
- Dans le cadre du programme des MDGs, 6 des 8 objectifs étaient axés sur les personnes.
- 5 des 17 SDGS se concentrent sur la planète (eau et assainissement, consommation durable, lutte contre le changement climatique, écosystèmes marins et terrestres).
- Un seul MDGs centré sur la planète était extrêmement large (développement durable)
- 6 des 17 SDGs se concentrent sur la prospérité, appelant de nouvelles stratégies pour un développement durable des entreprises, de la finance et du développement socio-économique.
- Les MDGSs ne font aucune référence à la dimension socio-économique.
- 1 SDGs fait référence à la paix, à la justice et à la responsabilité en tant que concepts clés du Développement Durable (SDGs 16).
- Les SDGs 17, comme l'MDGs 8, met l'accent sur la nécessité de promouvoir un nouveau partenariat pour catalyser la solidarité mondiale en faveur du développement durable.

**Ressources:**

*SDGs Knowledge Platform*

*SDGs. Changing the world in 17 steps, The Guardian*

*Communications material, UN*

*SDG Memory Game, UCLG*



**Conference**



**Groupe 1, 2, 3**



**10 min**

**Diapositive 13**

## Principes des SDGs

### Utilisez la présentation et expliquez brièvement les principes des SDGS :

Exercice

Group 2, 3

20 min

- **Fondé sur l'expérience** : les SDGs sont construits sur l'expérience et les enseignements tirés des MDGs.
- **Approche multidimensionnelle du développement durable** : le développement durable, compris comme un ensemble de trajectoires interdépendantes d'évolution sociale, économique et environnementale
- **Leave no one behind** : Le programme 2030 s'adresse à tous
- **Global in nature** : Les SDGs répondent aux défis mondiaux les plus pressants de notre époque
- **Universal nature** : Le programme s'applique à tous les pays du monde, indépendamment du niveau de revenu
- **Integral nature** : Le Programme 2030 est global et interconnecté dans toutes ses dimensions et à tous les niveaux : entre les objectifs, entre les pays et entre les niveaux mondia, régional et national
- **Inclusive** : Le programme implique tous les niveaux de gouvernement, toutes les parties prenantes et tous les citoyens dans un effort collectif et inclusif en faveur du développement durable. Cela souligne l'idée du Programme 2030 en tant que partenariat mondial pour le développement durable.
- **Measurable** : Le Programme met particulièrement l'accent sur la nécessité de mesurer les performances et les résultats à l'aide d'un ensemble d'indicateurs afin d'évaluer la réalisation des SDGs et de tirer des enseignements et des recommandations.

### Ce que pense la communauté - approche critique du programme

Divisez le tableau à feuilles en deux colonnes et nommez-les "Avantages" et "Inconvénients". Les participants doivent travailler à deux. Donnez à chaque paire un post-it rouge et un vert et demandez-leur de proposer l'un des avantages et des inconvénients du programme 2030. Placez les réponses sur le tableau à feuilles mobiles et demandez à chaque paire d'expliquer leurs réponses. Encouragez tout le monde à participer à une discussion en plénière.

**Tip :** Il est très difficile de prédire l'intensité du débat, cela dépendra de la force des opinions personnelles des participants au programme

**Tip :** Utilisez des post-its verts et rouges pour le pour et le contre.

### Exemples de réponses :

Pros	Cons
Fait face aux vrais défis du monde	Utopique
17 objectifs et 169 cibles concrètes	Abstrait
L'intégralité	Trop compliqué
Universel et multidimensionnel	Trop large ou trop grand
Inclusive (il existe des cibles et des indicateurs dédiés à la migration & à la culture)	N'inclut pas certains défis clés tels que les migrations ou culture
Un système d'indicateurs partagés (232 indicateurs)	Difficile à mesurer au niveau local
Processus de consultations sans précédents	Comme d'habitude



### Ressources:

*Foreign Policy: The SDGs should stand for senseless, dreamy, garbled*  
*The Economist, 15 march 2015. The 169 commandments*

### Que signifie la localisation des SDGs ?

Les conférences sur ce que signifie la localisation des SDGs et pourquoi c'est important sont les parties clés du chapitre 1. Pour cette raison, elles devraient être présentées à tous les groupes cibles et être présentes même dans les versions les plus courtes de la session d'apprentissage.

Utilisez les diapositives 14 à 18 pour présenter aux participants le concept de localisation des objectifs de développement durable.

**Localiser** fait référence au processus d'adaptation, de mise en œuvre et de suivi des SDGs au niveau local.

**La localisation** est le, **processus de prise en compte des contextes sous-nationaux dans la réalisation du Programme 2030**, de la définition des objectifs et cibles à la détermination des moyens de mise en œuvre et à l'utilisation d'indicateurs pour mesurer et suivre les progrès.

#### La localisation concerne à la fois :

- Comment les gouvernements centraux et les CTs peuvent-ils soutenir la réalisation des SDGs au niveau national par le biais d'actions menées à partir de la base
- Comment les SDGS peuvent fournir un cadre à la politique de développement local

L'SDGs 11 sur les villes durables et les établissements humains est le pivot du processus de localisation. Son inclusion dans le Programme 2030 est

Conference

Groupe 1, 2, 3

10 min

Diapositive 14-18

**Tip:** You can use [SDG 11 animation](#) (Slide 18)

L'aboutissement du travail de plaidoyer de la grande communauté urbaine (en particulier des associations de gouvernements locaux et régionaux) ainsi que de la reconnaissance internationale croissante de l'importance de la dimension infranationale du développement. Lier l'SDGS 11 aux dimensions urbaine et territoriale des 16 autres objectifs constituera un élément essentiel de la localisation des SDGs.

**Pourquoi la localisation est-elle importante ?**

**Lecture**

Group 1, 2, 3

10 min

Slide 19-21



Bien que les SDGs soient mondiaux, leur réalisation dépendra de notre capacité à les concrétiser dans nos villes et régions. Tous les SDGs ont des objectifs directement liés aux responsabilités des gouvernements locaux et régionaux, en particulier à leur rôle dans la fourniture de services de base. C'est pourquoi les gouvernements locaux et régionaux devraient être au cœur du programme 2030.

L'ancien secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a envoyé un message clair à cet égard, reconnaissant que, dans un monde en pleine urbanisation :

***Notre lutte pour le Développement Durable Mondiale sera gagnée ou perdue dans les villes.***

Les villes et les régions sont idéalement placées pour transformer le vaste et abstrait le Programme 2030 en un Programme concret et efficace. Ils peuvent approcher les objectifs et les cibles de manière pragmatique, les adapter à leur propre contexte et aider leurs citoyens à comprendre comment l'action locale contribue à leur réalisation.

La réalisation des SDGs dépend plus que jamais de la capacité des gouvernements locaux et régionaux à promouvoir un développement territorial intégré, inclusif et durable. Comme souligné dans le rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies

***Une grande partie des investissements nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable se dérouleront au niveau des CTs et seront dirigés par les autorités locales.***

Il reste encore beaucoup à faire pour que cette réalité soit reconnue par des cadres juridiques et politiques nationaux, et des efforts de plaidoyer nationaux et internationaux en faveur des CTs au niveau local et régional restent nécessaires.

Les espaces locaux sont finalement le site clé de la livraison et du développement et, en tant que tels, le gouvernement local est essentiel au succès du développement durable. **Association des CTs sud-africaines (SALGA)**

Les CTs ne doivent pas être considérés comme de simples exécutants du programme. Les CTs sont les décideurs, les catalyseurs du changement et le mieux placé auprès du gouvernement pour relier les objectifs mondiaux aux communautés locales. **Ce que les CTs doivent savoir, UCLG**

**Exercice**

Group 1, 2, 3

25 min

Slide 22



**Pourquoi les SDGS sont-ils importants pour les LRGS ? Débat de 10 raisons**

Divisez les participants en petits groupes ou en paires. Donnez à chaque groupe 5 minutes pour proposer une ou deux raisons pour lesquelles les LRGS devraient participer à la réalisation du programme. Demandez à chaque groupe de donner ses réponses et utilisez un tableau à feuilles mobiles pour les écrire. À la fin, ajoutez et expliquez les réponses qui vous semblent manquantes et montrez la diapositive 22 avec les 10 raisons. Commentez les différences entre les réponses des participants et la liste donnée. Gardez à l'esprit que les 10 raisons proposées ne sont pas les seules réponses correctes. Toutes les raisons

données par les participants sont valables et méritent d'être discutées et peuvent être ajoutées à la liste.

- Fournir un **récit partagé** du développement durable et aider à guider le public dans sa compréhension des défis complexes.
- Les SDGs fournissent un **cadre intégral** pour le développement durable au niveau local.
- Être **impliqué dans la communauté mondiale**.
- L'engagement des LRGs dans le Programme mondial favorise leur **reconnaissance et légitimation en tant qu'acteurs clés du système mondial de développement durable**.
- La reconnaissance des LRGs en tant qu'acteurs clés du développement durable **leur permet de revendiquer de meilleurs cadres politiques et économiques au niveau national**.
- Le Programme 2030 **reconnait le leadership des LRGs au niveau territorial** et leur capacité à articuler les acteurs territoriaux pour le développement durable.
- **Mobiliser les ressources financières nationales et internationales** pour le développement durable local.
- **Rechercher des initiatives de renforcement des capacités** axées sur le renforcement des capacités opérationnelles et institutionnelles des LRGs.
- **Renforcer les institutions statistiques** spécialisées dans la collecte de données aux niveaux local et régional.
- **Feuille de route pour la coopération décentralisée**.

### Le Programme 2030 dans les pays de vos stagiaires

Pour finaliser ce chapitre, il est important de contextualiser le niveau d'engagement du / des pays de vos stagiaires avec le programme 2030. Dans ce but, il est important de fournir des informations sur les questions suivantes.:

1. Le ou les pays de vos stagiaires ont-ils approuvé une stratégie nationale pour mettre en œuvre les SDGs ?
2. Les LRGS ont-ils participé au processus d'élaboration de la stratégie nationale ?
3. Existe-t-il des plateformes de gouvernance (multi-niveaux et multi-acteurs) pour le suivi de la stratégie nationale ? Les LRGs participent-ils à ces plateformes ?
4. Les LRGS participent-ils au Programme d'une autre manière ? Comment ? À travers des initiatives de sensibilisation ? Aligner leurs stratégies de développement sur les SDGs ?

Pour répondre à cette question et à d'autres questions connexes, vous pouvez vous connecter à la plateforme de révision en *ligne*, consacrée à la compilation d'informations sur les pays participant aux rapports nationaux volontaires du Forum politique de haut niveau sur le développement durable. Vous trouverez des informations



Lecture



Group 1, 2, 3



25 min

**Faites attention !** Les filtres utilisent des mots-clés en anglais et ne reconnaissent pas les mots-clés dans d'autres langues.

sur votre pays d'intérêt. Il est possible de filtrer ces informations par mots-clés suggérés tels que le *gouvernement local*.

**Ressources:**

*Voluntary national reviews*

## Principaux enseignements du chapitre 1



● ● ● Groupe 1

Sensibiliser sur l'importance du développement durable dans toutes ses dimensions (économique, sociale et environnementale) et sur le rôle crucial des LRGs.

Encourager les participants à participer au processus de localisation et montrer les avantages de s'engager dans le Programme 2030.

○ ● ● Groupes 2, 3

Sensibiliser sur l'importance du développement durable dans toutes ses dimensions (économique, sociale et environnementale) en tant que défi universel et sur le rôle crucial des LRGs.

Partagez les raisons d'une approche critique du programme et identifiez ses valeurs ajoutées.

Encourager les participants à participer au processus de localisation et montrer les avantages de s'engager dans le Programme 2030.

---

# Chapitre 2: Sensibilisation, plaidoyer et dialogues pour la localisation des SDGs

## Introduction

Ce chapitre se concentrera sur les relations entre les LRGs et les acteurs territoriaux et la citoyenneté dans son ensemble. L'objectif est de faire connaître le programme de développement durable à l'horizon 2030 et de favoriser leur implication dans la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation aux niveaux local, régional et national.

Des expériences réelles prouveront que les LRGs ont le potentiel nécessaire pour promouvoir des campagnes de sensibilisation et d'éducation visant à impliquer la citoyenneté et d'autres parties prenantes dans ce nouvel agenda. Ces campagnes renforceront l'universalité du programme, ainsi que le lien et l'engagement des citoyens avec cet ensemble d'objectifs partagés dans le monde entier. En outre, ils renforceront la dimension locale du programme dans la mesure où une partie importante des objectifs est entre les mains des LRGs et ne sera réalisée que si toutes les parties prenantes du territoire sont impliquées.

Cette implication doit garantir que leurs intérêts, aspirations et besoins sont inclus dans les stratégies locales pour la mise en œuvre des SDGs. Il est donc crucial de créer des plates-formes pour la participation des citoyens et leur coordination avec les acteurs territoriaux et de veiller à ce que les citoyens, les CSO, les universités et le secteur privé participent au processus de définition du programme au niveau local ainsi qu'à sa mise en œuvre, suivi et évaluation.

De même, les LRGs et en particulier leurs associations sont encouragés à utiliser les connaissances acquises sur les besoins et les intérêts des citoyens et des parties prenantes territoriales dans leurs actions de plaidoyer dans le processus de définition des stratégies nationales de développement durable et leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation. Ce chapitre analysera différentes expériences développées dans des pays du monde entier ayant mis en place des plates-formes ouvertes pour la participation des différents niveaux de gouvernement et, parfois, d'autres parties prenantes, dans le but de coordonner la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national.



Exposé



Group 1, 2, 3



5 min



Diapositive 24

## Le rôle des CTs dans l'amélioration de la compréhension et de l'appropriation des SDGs par les citoyens

L'exposé sur le rôle des LRGS dans l'amélioration de la compréhension et de l'appropriation des SDGs est un contenu clé de ce chapitre et devrait être présenté à tous les groupes.

### Perspectives du formateur

La participation des gouvernements nationaux et sous-nationaux, des organisations de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire et des citoyens à la mise en œuvre et au suivi des objectifs de développement durable est très importante. Pour y parvenir, on peut organiser des campagnes de sensibilisation aux niveaux national et sous-national, mobiliser et nouer des partenariats avec différentes parties prenantes locales, rassembler tous les secteurs de la société, renforcer leur participation et faire en sorte que la diversité soit prise en compte (acquisition de connaissances, légitimité, participation) et une efficacité accrue de la part des populations locales de toutes les cultures, de tous les sexes et de toutes les origines).

**En tant que niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, les élus locaux sont bien placés pour sensibiliser le public à l'importance des SDGs et à leur pertinence pour les communautés locales.** (Diapositive 24). Les CTs comblent le fossé entre les gouvernements centraux et les communautés et jouent un rôle important en encourageant la participation des organisations de la société civile, du secteur privé (micro, petites et moyennes entreprises), de l'académie et d'autres organisations communautaires. Les dirigeants élus localement, en particulier, ont un mandat démocratique pour diriger le développement local et peuvent être tenus responsables par les citoyens s'ils ne le font pas.



Exercice



Group 1, 2, 3



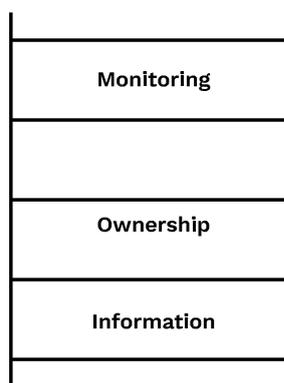
20 min



Slides 25, 26

## Pourquoi est-il important que le LRGs sensibilise les citoyens au programme des SDGs?

Tracez une échelle vide sur le tableau à feuilles mobiles et demandez aux participants quels sont les aspects positifs des LRGs qui sensibilisent les citoyens au programme des SDGs. L'échelle est une manière d'organiser les réponses des participants qui montre clairement une hiérarchie de l'engagement civique.



Example

Placez toutes les réponses sur une échelle en partant de la forme de base de sensibilisation, qui consiste à informer les citoyens. La plus haute étape devrait être le contrôle civique de la mise en œuvre du Programme,

**Tip:** Si vous organisez une formation d'une demi-journée avec le groupe 3, évitez les exercices de sensibilisation (échelle, cartographie des parties prenantes), concentrez-vous sur des parties de conférences et stimulez les débats.

Vous aurez alors plus de temps pour les parties de plaidoyer.

ce qui ne peut être fait que lorsque les citoyens ont un sentiment d'appartenance, s'impliquent et participent activement à la mise en œuvre du programme 2030.

### Échelle de réponses suggérées :

---

#### Première étape

Donner aux citoyens le pouvoir de suivre le programme (le plus haut niveau de participation)

Donner aux citoyens les moyens de participer à la mise en œuvre.

Développer un sentiment d'appropriation du programme chez les citoyens

Impliquer les citoyens dans le programme 2030

Fournir des informations (le plus bas niveau de participation)

#### Dernière étape

---

Pour terminer l'exercice, utilisez les diapositives 25 et 26. La responsabilité démocratique est un outil puissant pour conduire à la réalisation des SDGs au niveau local. Les activités de sensibilisation visent à accroître l'engagement des citoyens et des communautés locales afin de promouvoir leur sentiment d'appropriation du programme et leur participation à la réalisation des SDGS au niveau local. Mais la sensibilisation ne consiste pas uniquement à informer les citoyens de l'existence des SDGs. Il s'agit également de leur donner les moyens de participer à la réalisation des objectifs de développement durable dans leur vie quotidienne. Les gouvernements locaux et régionaux doivent être encouragés à reconnaître le Programme 2030 comme un cadre d'action, et la mise en place de mécanismes permettant la participation des citoyens et la responsabilité institutionnelle est essentielle pour y parvenir.

#### Sensibilisation. Qui peut faire quoi ?

Cette conférence consiste en une brève explication du rôle des LRGs et de leurs associations dans la sensibilisation aux SDGs. Concentrez-vous sur un groupe ou un autre en fonction du profil des stagiaires. Si vous avez assez de temps, utilisez des études de cas pour illustrer la conférence.



Lecture



Group 1, 2, 3

20 min

Slide 27-29

#### Gouvernements au niveau local et régional

- Adopter les SDGs comme leur propre cadre politique
- Elaborer une forte campagne de sensibilisation et de communication
- Impliquer les plates-formes existantes et nouvelles
- Atteindre tous les secteurs de la société
- Exploiter le pouvoir de la culture pour rendre les SDGs engageants
- Profiter du pouvoir de l'éducation
- Inclure une perspective de genre
- Promouvoir des champions pour maximiser les efforts

Il est important que les gouvernements locaux et régionaux des pays dans lesquels les MDGs ont été poursuivis s'appuient sur les réseaux et les organisations déjà impliqués dans le processus des MDGs, ainsi que sur le programme Action 21 et les stratégies de développement durable. Les SDGs peuvent également être utilisés comme un nouveau départ pour engager un plus large éventail d'acteurs, tels que le secteur privé et les organisations communautaires, et de lancer de nouvelles formes de collaboration et de participation.

En ce qui concerne le message de ces campagnes de sensibilisation du public : Les SDGs sont pertinents pour les gens ordinaires dans le monde entier. Les SDGs couvrent des questions directement liées à la vie quotidienne des citoyens, y compris des défis vitaux tels que la pauvreté, l'inégalité des sexes, le changement climatique et l'insécurité, ainsi que des biens publics tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, la qualité de l'air, le logement et le logement. la conservation des ressources naturelles.

Il existe une myriade d'activités pouvant être entreprises pour sensibiliser la population et exploiter le pouvoir de la culture locale. Ces activités comprennent des concerts, des balades à vélo, des bus de campagne, des foires, des événements présentant des réussites, des cérémonies de remise de prix et une collaboration avec des personnalités connues (acteurs, musiciens, sportifs, écrivains et photographes) ou des fondations agir en tant qu'ambassadeurs des SDGs. Inclure une perspective de genre dans la planification des activités garantira que les femmes et les filles ne soient pas exclues. Une attention particulière devrait être portée aux médias traditionnels; par exemple, par le biais de formations et d'activités pour les journalistes, et de l'utilisation de leurs propres médias sociaux pour communiquer les SDGs directement aux citoyens.

#### **Valencia —Étude de cas (supplémentaire)**

Le nouveau gouvernement de la région de Valence (Espagne), formé en juillet 2015, considère le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme "une nouvelle occasion, peut-être la dernière, de transformer le monde" et considère, à ce titre, Il est nécessaire de s'engager fermement à aligner la région sur cette stratégie. Le défi de la localisation du programme est relevé à travers trois axes stratégiques, à savoir l'information, la sensibilisation et l'engagement, qui sont répartis en 3 niveaux d'activité opérationnels : les niveaux municipal et municipal, régional, national et mondial.

Plusieurs activités sont promues pour développer ces vecteurs. La fourniture d'informations vise à susciter une réflexion parmi le public et les responsables politiques sur les raisons pour lesquelles le respect du programme est dans l'intérêt de tous les acteurs sociaux et économiques de la région, y compris des formations sur les objectifs de développement durable à la fois pour les agents publics et pour les citoyens. La création d'un MOOC ouvert à tous les citoyens. La sensibilisation par le biais de campagnes d'éducation au développement dans les institutions éducatives dans une perspective de citoyenneté mondiale englobe des actions telles que des expositions d'art locales et le développement d'une stratégie d'éducation et de matériels pour les jeunes en fonction de leur âge. Enfin, la création de partenariats entre l'administration publique, le secteur privé et la société civile est essentielle pour encourager l'engagement de toutes les parties prenantes locales, raison pour laquelle la mise en place de deux organes officiels (un conseil consultatif de haut niveau et une commission interministérielle) est prévue, ainsi que celle d'une alliance entre les universités publiques valenciennes, l'engagement du secteur privé par le biais de partenariats public-privé et la création

---

● ● ● Group 1, 2

 10 min

d'une alliance de villes pour la mise en œuvre des SDGs. Toutes ces actions et objectifs ont été formulés dans une stratégie partagée et approuvée par les membres de la communauté qui va clairement au-delà des politiques de coopération pour le développement et se concentre sur toutes les actions du gouvernement et des parties prenantes locales.

Source: The region of Valencia and the local implementation of the SDGs: A region committed to Cooperation and the 2030 Agenda for Sustainable Development. May 2016. Generalitat Valenciana

### **Associations et réseaux de pouvoirs locaux et régionaux**

- Mener des campagnes nationales et internationales pour accroître l'engagement des LRGs
- Soutenir les LRGs dans leurs campagnes de sensibilisation
- Désigner des champions parmi les gouvernements locaux et régionaux

Certains gouvernements locaux et régionaux peuvent ne pas être conscients de leur rôle dans le programme 2030, ou craindre d'être trop petits ou ne disposent pas des connaissances ou de la capacité nécessaires (ressources humaines, techniques ou financières) pour contribuer à la réalisation des SDGs.

Pour cette raison, il est recommandé que les associations et les réseaux de gouvernements locaux et régionaux **organisent des campagnes de sensibilisation** pour mobiliser leurs membres et leur faire comprendre leur rôle dans la réalisation des objectifs de développement durable en renforçant leurs connaissances et leur sens de l'appropriation des objectifs de développement durable. , quels que soient leur taille et leur niveau de ressources, avec le soutien des gouvernements nationaux et des organisations internationales.

Les campagnes de sensibilisation et de communication des associations de gouvernements locaux comprennent la sensibilisation des gouvernements locaux et régionaux à leur rôle dans la mise en œuvre des SDGs ainsi que dans la définition et l'évaluation des stratégies nationales et territoriales, ainsi que la prise de mesures pour renforcer la capacités institutionnelles et opérationnelles de leurs membres. Ils visent à susciter l'engagement des institutions locales et régionales et des autres parties prenantes pour localiser le Programme 2030, ainsi qu'à soutenir leur travail de plaidoyer aux niveaux national et international.

La **nomination de leaders locaux et régionaux champions** qui participent activement à la réalisation des SDGs peut être un puissant outil de sensibilisation et de mobilisation pour les associations de gouvernements locaux et régionaux. Des appels à des champions peuvent être organisés par des associations nationales au niveau national et par la Taskforce mondiale des gouvernements locaux et régionaux aux niveaux mondial et régional (Afrique, Asie, Europe, Amérique latine, etc.). Ces champions communiqueraient les SDGs et l'importance de les localiser. En tant que pionniers dans la mise en œuvre des SDGs, les champions feraient la promotion des recommandations et partageraient leurs expériences, leurs idées et leurs points de vue dans leurs communautés, leurs pays et dans le monde entier lors de conférences, réunions et événements publics.



Group 3 (LRGA)

10 min

**VNG Time Capsule —Etude de cas (supplémentaire)**

Cette étude de cas est particulièrement intéressante pour les associations de gouvernements locaux et régionaux. Entrez le lien vers le site Web VNG Time Capsule et expliquez le projet. Demandez aux participants s'ils pensent que c'est une bonne campagne de sensibilisation et pourquoi ils le pensent. Encouragez-les à donner d'autres exemples de campagnes sur leurs territoires.

VNG Time Capsule est un projet mené par VNG International (agence de coopération internationale de l'Association des communes néerlandaises) en collaboration avec toutes les communes des Pays-Bas, qui vise à sensibiliser davantage aux objectifs mondiaux. « Time Capsule » parcourt le pays pour inciter les municipalités à s'orienter vers 2030. Les maires et les aldermen sont invités à formuler leur souhait ou leur rêve personnel pour l'année 2030 en ce qui concerne les objectifs mondiaux. Les premiers souhaits personnels ont déjà été ajoutés à la capsule temporelle.

**Sources :** *VNG Time Capsule*



## Exercice



Group 1, 2, 3



60 min



Slide 30-33



Handout 6

**Tip:** If possible find a moderator for each group

**Preparation:** Print 1 copy of Handout 6 for each group.



10 min



15 min

## Cartographie: Qui sont les acteurs et comment les impliquer?

La cartographie est un exercice de groupe au cours duquel les stagiaires doivent dessiner une carte des parties prenantes et des projets potentiels les impliquant dans la localisation des SDGs. Il n'y a pas une seule façon correcte de le faire. Chaque groupe trouvera sûrement des réponses différentes et choisira différentes manières de structurer la carte. Le but de cet exercice n'est pas d'obtenir les « réponses correctes », mais de stimuler les débats et de mieux comprendre la complexité de la localisation des SDGs. Cependant, si vous constatez que les participants manquent l'un des principaux intervenants, modérez la discussion de groupe pour les aider à comprendre le puzzle manquant.

Divisez les participants en petits groupes de **4 à 6 personnes**. Chaque groupe doit s'asseoir autour d'une table avec une feuille de tableau à feuilles mobiles et des marqueurs placés dessus.

### L'exercice de cartographie est divisé en 4 étapes :

**Étape précédente :** Si vous souhaitez raccourcir l'exercice, commencez par une discussion en plénière afin de créer une liste des parties prenantes possibles dans les processus de sensibilisation pour le Programme 2030. Utilisez un tableau à feuilles mobiles pour créer la liste.

#### 1. Étude de cas

Chaque groupe devrait choisir une étude de cas pour l'exercice. Nous vous fournissons des exemples d'études de cas : Ville exemple, Région exemple, Exemple de document (Document 6) que les participants peuvent utiliser comme point de référence pour la cartographie. Cependant, nous vous recommandons d'utiliser des exemples les plus proches des participants. Si possible, divisez les stagiaires en groupes de la même ville ou région et demandez-leur de travailler sur le cas réel ou encouragez une personne de chaque groupe à décrire son contexte local et à baser un exercice de cartographie sur celui-ci.

#### 2. Qui sont les intervenants ?

Chaque groupe doit travailler à l'identification des parties prenantes locales dans le processus de sensibilisation pour localiser les SDGs. Modérez les débats de groupe pour les aider à trouver les réponses : organisations de la société civile, entreprises privées, universités, écoles, autres niveaux de l'administration publique en tant qu'acteurs clés de la mise en œuvre ainsi que du suivi et de la révision des SDGs (cela peut également être fait) débat en plénière au début de l'exercice).

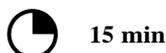


30 min

**Tip:** Si vous voyez qu'il est difficile pour un groupe de saisir un contexte aussi large, vous pouvez affiner l'exercice en choisissant 2 ou 3 SDGS et demander au groupe de proposer des parties prenantes directement liées avec eux.

### 3. Trois exemples de projets qui engagent les parties prenantes

Lorsque les groupes sont prêts avec la liste des parties prenantes, demandez-leur de proposer 3 exemples de projets locaux qui impliquent les parties prenantes. Demandez-leur de réfléchir au rôle de chaque intervenant. Au cours des discussions, ils doivent comprendre que l'appropriation, la responsabilité et l'inclusion sont la clé de la participation des parties prenantes et ils doivent avoir un critère bien réfléchi lors du choix des 3 meilleures propositions.



15 min

### 4. Presentations

Chaque groupe doit accrocher sa carte dans un endroit visible par tous les participants (un mur, un tableau blanc, un tableau à feuilles mobiles, etc.) et expliquer brièvement, en 3 à 5 minutes, la carte au reste des stagiaires.

Conseil : vous pouvez utiliser les 3 projets du mappage plus tard dans la section Alignement Exercice, si vous choisissez de ne pas utiliser l'exemple de Madrid



#### Ressources:

*[Making Global Goals local business: a new era for responsible business](#)*

*[El Sector privado ante los ODS: Guía práctica para la acción](#)*

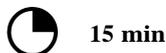
*[Guide pratique. Entreprises, contribuez aux Objectifs de développement durable !](#)*

*[The contribution of a sustainable economy to achieving the SDGs](#)*



Lecture

● ● ● Group 2, 3



15 min



Slide 34-35

**Tip:** Vérifiez si les pays de vos stagiaires ont soumis ou se sont engagés à soumettre les VNR et à y faire référence lors de la conférence.

### Plaidoyer. Pourquoi?

Cette conférence revêt une importance particulière pour les associations. Vous devriez toujours le relier à l'exercice de débat qui suit.

#### Construire un consensus national

Les gouvernements nationaux du monde entier lancent des stratégies de développement nationales fondées sur les SDGs ou alignent leurs plans existants sur les objectifs proposés pour le Programme 2030.

Les associations nationales de gouvernements locaux et régionaux ont un rôle important à jouer pour faciliter la participation des gouvernements locaux et régionaux à l'élaboration de ces stratégies nationales afin qu'elles reflètent et répondent aux circonstances, besoins et priorités locaux. Promouvoir l'appropriation locale des stratégies nationales est vital. Si les gouvernements locaux et régionaux s'approprient les objectifs de développement durable et jouent un rôle dans la détermination de leurs rôles et responsabilités, leur implication dans la mise en œuvre sera plus grande.

Tous les niveaux de gouvernement ont été appelés à créer un consensus national qui place les SDGs au centre du développement national, régional et local. Une priorité importante pour les gouvernements infranationaux consiste à lutter activement contre les approches descendantes qui réduisent leur rôle à la mise en œuvre des priorités décidées unilatéralement par leurs gouvernements centraux. Les gouvernements locaux et régionaux contribuent à faire en sorte que le processus soit ascendant et à ce que les besoins, les priorités et les attentes locales encadrent les stratégies nationales. En l'absence de processus de planification intégré, les gouvernements locaux et régionaux peuvent demander la possibilité de participer à la définition des priorités, des stratégies et des cadres institutionnels nationaux.

En fournissant des preuves dans le processus de plaidoyer, les gouvernements sous-nationaux seront plus forts dans la sauvegarde de leurs messages et de leurs arguments. Les gouvernements locaux et régionaux auront plus d'influence s'ils contribuent au débat avec un message politique consolidé basé sur leurs connaissances et leur expérience. Si possible, collaborer avec des universités et des instituts de recherche afin de rassembler les preuves nécessaires pour soutenir leur travail de plaidoyer est un atout.

**Une approche ascendante**

Cette section est conçue comme un débat en plénière. Utilisez la diapositive 36 pour expliquer brièvement le modèle d'approche ascendante et utilisez les questions ci-dessous pour générer un débat autour de ce modèle.

---

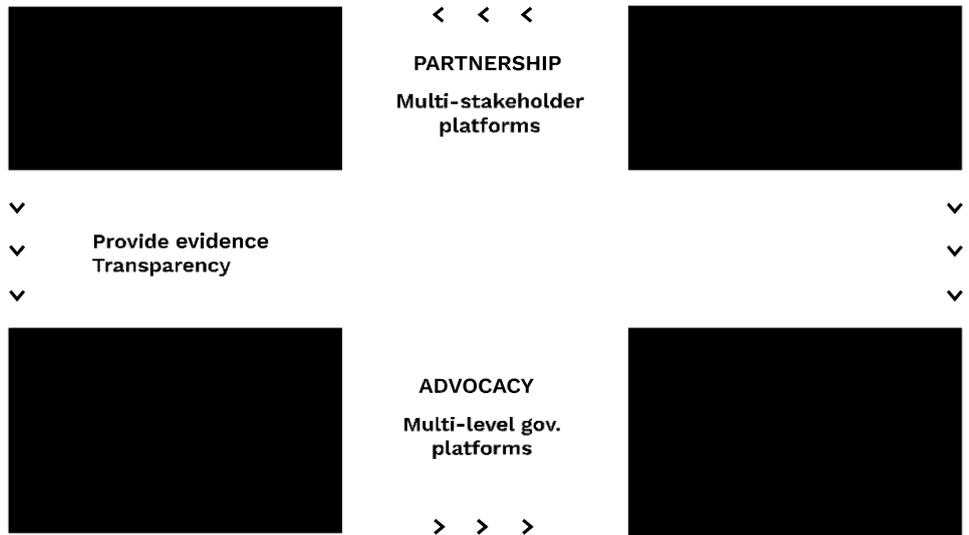
 **Exercice**

 **Group 2, 3**

 **25 min**

 **Diapositive 36**

**Approche ascendante pour créer un consensus national**



Vous trouverez ci-dessous quelques notes expliquant l'approche ascendante pour parvenir à un consensus national.

Construire un consensus national à partir de la base requiert la pleine participation des différentes parties prenantes.

Les LRGs sont appelés à définir les besoins, les intérêts et les aspirations territoriaux. Pour ce faire, ils doivent pouvoir compter sur leurs parties prenantes territoriales, raison pour laquelle ils doivent articuler des plates-formes multipartites et mobiliser les CSO, le secteur privé et les organisations fondées sur la connaissance, entre autres.

Ces besoins, intérêts et aspirations devraient être canalisés par des arguments fondés sur des preuves et étayés par des données fiables. Une transparence totale dans l'accès aux données et à l'information est essentielle et les LRGs devraient le garantir. Une fois que ces arguments ont été fournis, les LRGs doivent s'assurer qu'ils font partie des politiques publiques des autres niveaux de gouvernement qui ont un impact sur le territoire.

Cependant, est-il possible pour les LRGs de promouvoir efficacement les besoins locaux et les

intérêts devant les politiques nationales de manière directe (c'est-à-dire par eux-mêmes)? Dans la plupart des pays, les LRGs ont créé des associations afin d'unir leurs forces et de promouvoir des intérêts communs devant leur gouvernement national. En effet, mis à part les grandes villes et les régions puissantes, les provinces et les États qui comptent généralement sur leurs propres canaux, les LRGs n'ont pas la capacité d'interagir avec les ministères ou les institutions nationales. Pour combler le fossé, les associations de LRGs associent les preuves fournies par leurs membres et s'efforcent de les inclure dans les politiques nationales. Les associations de LRGs s'expriment d'une seule voix, contribuant ainsi à la création d'un environnement favorable aux LRGs.

Les gouvernements nationaux devraient se préoccuper d'adopter des politiques publiques qui répondent aux besoins réels des territoires, de leurs citoyens et de leurs parties prenantes. C'est une question d'efficacité et de légitimité démocratique. Les gouvernements nationaux devraient faciliter la création de plates-formes de gouvernance à plusieurs niveaux afin d'interagir avec les LRGs et leurs associations, de définir les intérêts et les besoins du territoire et de coordonner les efforts. Comme dans le cas des LRGs, les gouvernements nationaux devraient également ouvrir des espaces de dialogue avec les parties prenantes actives au niveau national.

Les SDGs constituent une nouvelle occasion pour toutes les parties prenantes impliquées dans le développement durable de travailler ensemble et de coordonner leurs actions pour produire des politiques publiques plus efficaces et convenues d'un commun accord, tant au niveau local que national. Pour cette raison, les stratégies nationales de mise en œuvre du programme 2030 devrait répondre aux besoins et aux intérêts exprimés par les territoires par l'intermédiaire de leurs LRGs et de leurs associations. De même, la réalisation du nouvel agenda devrait inciter les gouvernements nationaux à progresser vers l'amélioration de la décentralisation et des régimes fiscaux, la recherche de ressources adéquates au niveau territorial et l'adoption de meilleures politiques nationales territoriales”.

Afin de susciter un débat sur l'importance de mener des actions de plaidoyer selon une approche ascendante, les questions suivantes peuvent être posées au public:

- D'après le diagramme précédent, pensez-vous que les LRGs ont un accès direct pour influencer le niveau national ou doivent-ils passer par leurs associations de LRGs ?
- Que se passerait-il si aucun consensus n'était atteint au sein des LRGA, c'est-à-dire si des opinions et des priorités infranchissables étaient données par les différents LRG ? Que pourraient faire les LRGA dans leur tentative de plaidoyer avant le niveau national ?
- Selon vous, sur quels sujets pourraient surgir des divergences d'opinion parmi les LRGS qui pourraient poser problème pour les LRGA ?
- Dans quelle mesure pensez-vous qu'il est important que les parties prenantes locales plaident en faveur de la création d'un environnement favorable au niveau national ?
- En bref, quelle est la valeur ajoutée des approches ascendantes par rapport aux approches descendantes ? Des approches ascendantes sont-elles appliquées sur votre territoire concernant d'autres domaines d'action ?
- Changerez-vous quelque chose dans le modèle donné ? Est-ce qu'il manque un élément important ?

## 5 éléments clés du plaidoyer



Exercice



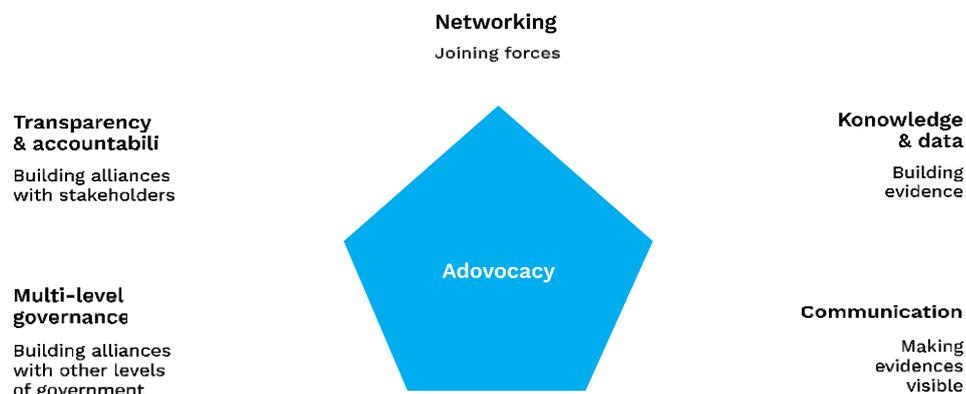
Group 2, 3



50 min



Diapositive  
37



Source: Cuadernos para la Internacionalización de las Ciudades, número 7. Los gobiernos locales en la agenda internacional: ¿actores o espectadores? Proyecto AL-LAS. 2016



Diapositive 37

L'exercice a 3 étapes :

### 1. 5 éléments clés

Montrez et expliquez la diapositive 38 (voir l'explication ci-dessous). Discutez sur un forum pourquoi la transparence, la mise en réseau, les connaissances et les données, la communication et la gouvernance à plusieurs niveaux sont importantes pour un plaidoyer efficace.

### 2. Bonnes pratiques

Répartissez les participants en groupes de 3 à 5 personnes. Chaque groupe, en fonction de ses expériences locales, devrait écrire au moins une bonne pratique pour chacune des 5 catégories.

### 3. Presentations

Chaque groupe doit présenter le résultat à d'autres groupes.

### Explication de l'exercice de plaidoyer

Le pentagone de plaidoyer ci-dessous montre les cinq axes sur lesquels les actions de plaidoyer visant la localisation des SDGs devraient être basées.

En premier lieu, la mise en réseau permet un plus haut niveau de représentation. Plus les LRGs sont organisés et cohérents lorsqu'ils revendiquent leurs droits, plus l'action de plaidoyer sera couronnée de succès. Cela signifie que les LRGs doivent unir leurs forces et mettre en œuvre des stratégies communes de plaidoyer politique afin de revendiquer leur participation aux décisions nationales. Cela peut être fait en créant des alliances par eux-mêmes ou, plus particulièrement, en canalisant leurs voix à travers les associations ou les réseaux du LRGs.

Deuxièmement, les droits des LRGs et leur participation à la vie nationale devraient être revendiqués sur la base de preuves et d'expériences empiriques suffisantes. Le gouvernement national ne percevra les actions de plaidoyer que lorsque les données pourront être justifiées et vérifiées, tant en termes réels que matériels

soient exécutés par les LRGs comme pertinents et fondés et les inclure dans ses propres décisions. Pour ce faire, les LRGs peuvent s'appuyer sur les travaux de leurs associations nationales ou d'autres réseaux spécialisés dans la génération de connaissances aux niveaux local et régional (UCLG, ICLEI, etc.), ainsi que d'autres parties prenantes telles que des universités ou des centres de recherche.

Troisièmement, en rendant les preuves visibles par le biais de stratégies de communication fortes auprès du gouvernement national, l'impact de l'action de plaidoyer sera considérable. Cette campagne de communication devrait compter sur le soutien de la citoyenneté et des autres parties prenantes des CTs ; pour cette raison, une campagne de communication précédente (ainsi que le renforcement des mécanismes d'articulation avec eux) sera nécessaire pour atteindre leur engagement. De plus, en surveillant les actions de plaidoyer et en communiquant les résultats, celles-ci seront maximisées et la participation des citoyens et des autres parties prenantes sera promue.

En outre, des mécanismes de gouvernance à plusieurs niveaux sont nécessaires pour que les LRGs puissent orienter leurs besoins, leurs aspirations et leurs intérêts (par la mise en réseau, des preuves suffisantes et la communication) vers le niveau national et les inclure dans les décisions prises à ce stade. Ces mécanismes de gouvernance à plusieurs niveaux devraient viser à favoriser le dialogue, l'échange d'informations et de connaissances et à coordonner les efforts des différents niveaux de gouvernement afin d'atteindre un objectif commun : la réalisation du Programme 2030.

Pour ce faire, les LRGs doivent percevoir les pensées et les sentiments de leur citoyenneté et des parties prenantes locales. Sensibiliser et nouer des alliances avec eux dans une approche multipartite est crucial pour que les actions de plaidoyer menées par les LRGs soient adaptées à la réalité de leurs territoires. Et une fois que la citoyenneté et les autres parties prenantes commencent à prendre part aux actions de plaidoyer, elles doivent être impliquées tout au long du processus - raison pour laquelle une attitude transparente et responsable de la part des LRGs devient essentielle. Cette approche multipartite s'est révélée un succès lors de la phase de rédaction du Programme 2030, au cours de laquelle une consultation des parties prenantes au niveau mondial a rassemblé les opinions et les sentiments de la citoyenneté à une échelle globale et dont les résultats ont ensuite été inclus dans la version finale du Programme.

Source: Cuadernos para la Internacionalización de las Ciudades, número 7. Los gobiernos locales en la agenda internacional: ¿actores o espectadores? Proyecto AL-LAS. 2016 [[Go to the source](#)]

## Appel à un environnement propice pour la localisation des SDGs

Les SDGs et leur localisation offrent une nouvelle occasion de renforcer le programme de décentralisation et de promouvoir de nouvelles formes de gouvernance coopérative (gouvernance à plusieurs niveaux et à plusieurs parties prenantes).

Les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations peuvent tirer parti de l'engagement international pris pour localiser le Programme 2030 et demander des réformes qui leur attribuent des compétences claires et créent un environnement propice au développement local et régional effectif. La législation et la réglementation nationales fournissent les cadres dans lesquels les gouvernements locaux et régionaux agissent. De tels cadres peuvent créer des incitations ou des obstacles au développement durable, en particulier en ce qui concerne la gestion des ressources locales, la décentralisation fiscale et financière, le développement économique inclusif et la protection de l'environnement.



Lecture



Group 2, 3



20 min



Slide 38

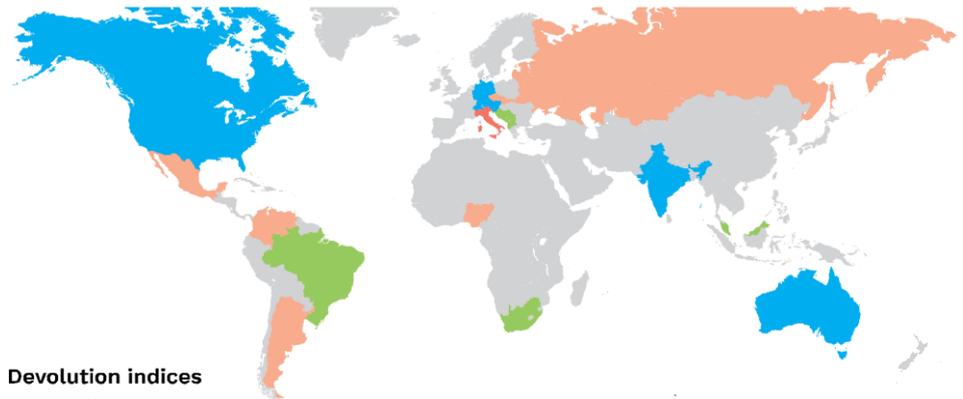
**Tip:** Cette section nécessite la propre préparation de diapositives adaptées au contexte local.

Il est donc essentiel que les associations nationales de gouvernements locaux et régionaux défendent un environnement propice au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des SDGs au niveau sous-national.

Comme on peut le constater dans le graphique suivant, le niveau de décentralisation du monde a considérablement augmenté au cours des 40 dernières années. Analysez-le en fonction de l'origine de vos stagiaires.

### Forme de l'Etat et décentralisation, 1970 - 2016

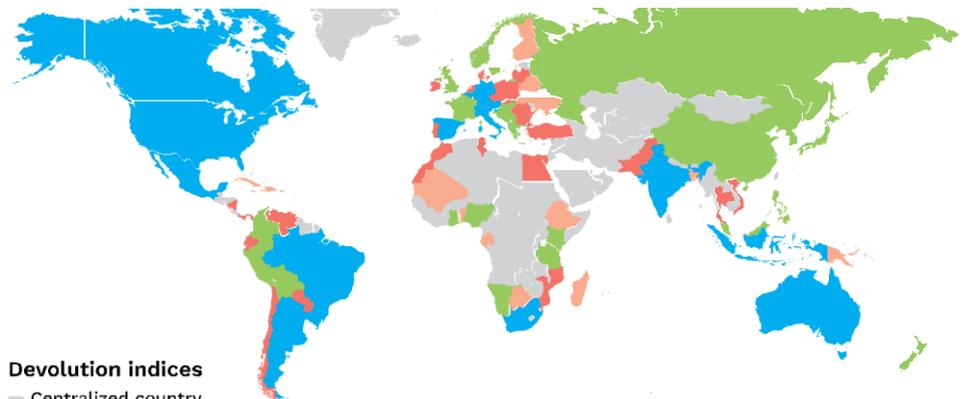
Level of decentralization by country, 1970



**Devolution indices**

- Centralized country
- Low level of centralization
- Medium-low level of decentralization
- Medium-high level of decentralization
- High level of decentralization

Level of decentralization by country, 2016



**Devolution indices**

- Centralized country
- Low level of centralization
- Medium-low level of decentralization
- Medium-high level of decentralization
- High level of decentralization

Source: Regional Authority Index and different devolution indices. 'Authors' elaboration.

### Appel à des réformes fiscales

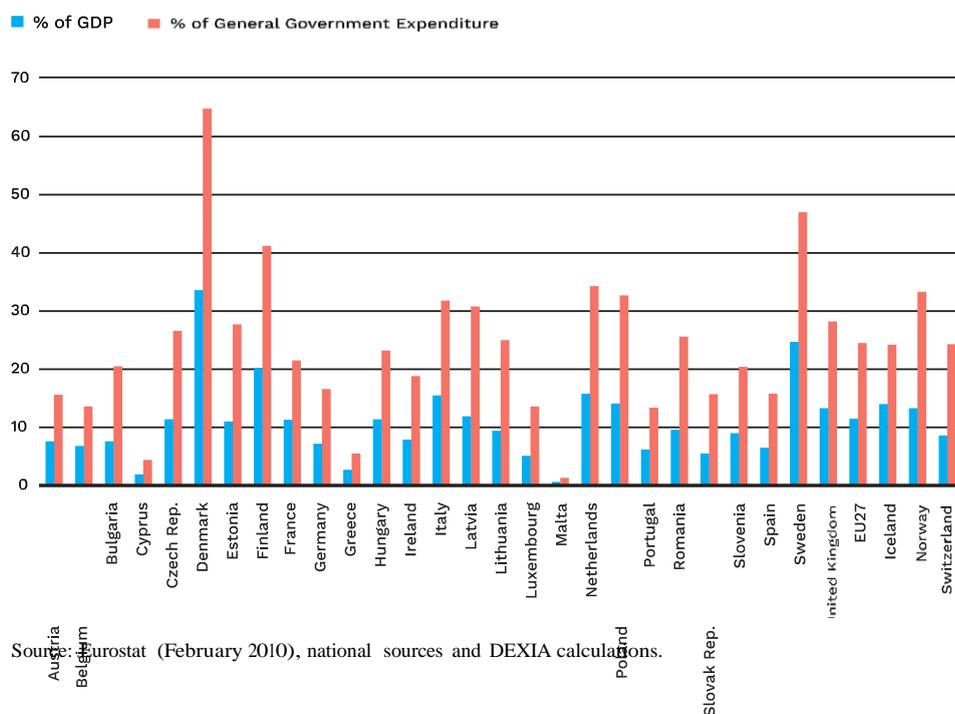
Sans l'engagement fort des gouvernements nationaux et de la communauté internationale de renforcer les ressources et les capacités des gouvernements locaux et régionaux, le potentiel de localisation des SDGs pourrait être inexploité. Comme le reconnaît le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, dans de plus en plus de pays, "les dépenses et les investissements dans le développement durable sont dévolus au niveau infranational, qui manque souvent de capacités techniques, technologiques, de financement et d'appui".

La localisation des SDGs est une occasion très appropriée pour les gouvernements locaux et régionaux de réclamer de meilleurs systèmes de fiscalité locale, y compris de nouvelles taxes et des ressources non fiscales telles que des taux et des taxes de service, ainsi que le poids des transferts nationaux, en particulier conditionnels, être réduit. Cela signifie lutter contre des taxes néfastes pour l'environnement, comme les subventions sur les combustibles fossiles, et coopérer avec les gouvernements centraux pour améliorer leurs pouvoirs d'emprunt et explorer des formes novatrices de financement des gouvernements locaux, notamment par le biais de partenariats avec le secteur privé. Les réformes fiscales font souvent partie d'un processus long et complexe, et la mise en œuvre de projets stratégiques visant à atteindre les objectifs de développement durable ne doit pas être différée. La mobilisation des ressources et des capacités disponibles pour la réalisation des SDGs au niveau local est essentielle.

Vous pouvez passer par la participation du LRGs aux dépenses et recettes publiques dans différentes régions en fonction de l'origine de vos stagiaires. Vous trouverez des informations dans le [rapport GOLD 2](#).

### Exemple : Europe

#### Dépenses des administrations locales, 2008





### Resources:

*Local Government Finance: The Challenges of the 21st Century*

### Appel à des mécanismes de gouvernance à plusieurs niveaux pour la mise en œuvre et le suivi des SDGs

La participation des gouvernements locaux et régionaux à la définition des priorités et des stratégies nationales relatives aux SDGs nécessite un cadre institutionnel approprié permettant différentes formes de gouvernance coopérative impliquant les deux niveaux de gouvernement (gouvernance à plusieurs niveaux) et d'autres parties prenantes (gouvernance multi-acteurs).

Grâce à l'appel à des mécanismes de gouvernance à plusieurs niveaux, le plaidoyer des gouvernements locaux et régionaux visant les gouvernements nationaux et les organisations internationales sera en mesure de mieux faciliter la localisation des SDGs. La gouvernance à multiniveaux a été décrite comme le « système décisionnel permettant de définir et de mettre en œuvre des politiques publiques issues d'une relation de collaboration, qu'elle soit verticale (entre différents niveaux de gouvernement, y compris national, fédéral, régional ou local) ou horizontale (au sein du gouvernement) même niveau, par exemple entre ministères ou entre gouvernements locaux) ou les deux ».

Le succès de la gouvernance à multiniveaux est déterminé par trois conditions : le principe de subsidiarité, le respect de l'autonomie locale et la loyauté mutuelle, la confiance et un dialogue structuré entre les acteurs. Une approche intégrée de la gouvernance à plusieurs niveaux et le dialogue entre institutions interdépendantes peuvent être obtenus par le biais de mécanismes basés sur la consultation, la coordination, la coopération et l'évaluation, par exemple la création d'un comité formel réunissant les autorités nationales, régionales et locales, dialogues, partenariats et réseaux informels. Les dirigeants locaux jouent un rôle clé dans la négociation d'une gouvernance à plusieurs niveaux réussie au nom de leurs communautés.

### Resources:

*Addis Ababa Action Agenda on Financing for Development*

### Environnement favorable à la localisation des SDGS

À la fin de la conférence, distribuez le Document 7 à chaque participant et modérez un débat à partir de celui-ci.

### Environnement favorable Document 7

**Selon ce qui précède, un environnement favorable à la localisation des objectifs de développement durable comprend 1 :**

- Un cadre juridique et politique garantissant la démocratie et le respect des droits de l'homme
- Un organe législatif et un niveau de décentralisation reconnaissant les gouvernements locaux et régionaux comme un niveau de gouvernement autonome doté de pouvoirs juridiques, d'une autonomie financière, de rôles et de responsabilités clairement définis



Exercice

● ● ● Group 2, 3



20 min



Document 7

**Preparation:** Imprimez 1 exemplaire du Document 7 pour chaque participant.

<sup>1</sup> Stephenson 2013. Twenty years of multi-level governance: Where Does It Come From? What Is It? Where Is It Going? *[Go to the source]*

et la capacité de défendre la voix des citoyens devant les autorités nationales

- Mécanismes de gouvernance multi-niveaux et partenariats multi-acteurs
- Reconnaissance de la nécessité de procéder à des transferts financiers du gouvernement central aux gouvernements locaux et régionaux afin de corriger les déséquilibres entre les tâches qui leur sont assignées et leurs ressources limitées. Les gouvernements locaux et régionaux devraient également avoir le pouvoir légal d'établir leurs propres taxes, dans le but de mettre en œuvre efficacement leurs voies de développement définies localement et d'assurer la responsabilité vis-à-vis des communautés locales
- Renforcement des capacités des gouvernements locaux et régionaux par rapport aux SDGs, en leur donnant les moyens d'optimiser leurs contributions, même face à des compétences limitées
- Mesures visant à surveiller et à évaluer les performances des CTs, ainsi qu'à les aider à s'améliorer avec le temps
- Une stratégie urbaine nationale prenant en compte les SDGs et le nouvel agenda urbain adoptés par Habitat III, ainsi que les dispositifs financiers et techniques et les capacités nécessaires à sa mise en œuvre

Les gouvernements locaux et régionaux devraient demander à leurs gouvernements centraux de mettre en œuvre les « directives internationales sur la décentralisation et l'accès aux services de base pour tous » adoptées par le Conseil d'administration d'UN Habitat en 2007/2009. Les lignes directrices énoncent les principes d'une décentralisation efficace des responsabilités, de la gestion des politiques, du pouvoir de décision et de ressources suffisantes, y compris l'autorité de recouvrement des recettes.

Source: International Guidelines on Decentralization and Access to Basic Services for all, UN-Habitat [[Go to the source](#)]

Suite aux explications précédentes, ces questions contribuent à nourrir le débat entre les participants :

- D'après les cartes du monde ci-dessus, qu'est-ce qui a changé en 40 ans en termes de décentralisation ? Quelles tendances voyez-vous ? Quel a été le rôle des LRGs dans les processus de décentralisation réussis, que pouvons-nous apprendre d'eux ?
- De quels canaux disposent les LRGs de votre territoire s'ils décident de frapper à la porte du gouvernement national et de plaider en faveur d'un environnement favorable ?
- Si le gouvernement national ne cède pas la place aux pétitions des LRGs et ne transfère pas les ressources nécessaires pour pouvoir travailler à la localisation des SDGs, que devraient-ils faire ? Où peuvent-ils obtenir des ressources financières (ou autres) ? S'ils obtiennent les ressources du gouvernement national mais qu'il s'agit d'une concession unique, devraient-ils renoncer à réclamer un environnement favorable ?
- À votre avis, pourquoi les LRGs peuvent-ils mieux améliorer l'accès aux services de base sans discrimination que les gouvernements nationaux ?

---

<sup>2</sup> Based on the criteria shared by UCLG in Assessing the Institutional Environment of Local Governments in Africa [[Go to the source](#)]

Pensez-vous que les autorités nationales sont conscientes de ce fait ?

- En ce qui concerne le financement des LRGs, avez-vous déjà entendu parler de systèmes de microfinance tels que le financement participatif ? Dans votre territoire / pays, à quel point pensez-vous qu'il est important de demander un environnement favorable à cet égard ?
- Pourquoi serait-il positif d'inclure le gouvernement national dans le suivi et l'évaluation de la performance des gouvernements locaux et régionaux ? Selon vous, quels mécanismes à plusieurs niveaux conviendraient ?

## Principaux enseignements du chapitre 2

### ●●● Groupe 1

Mobiliser et impliquer les LRGs dans le processus de mise en œuvre et les actions de plaidoyer afin de créer un environnement favorable à la localisation des SDGs (y compris la décentralisation, la clarification des compétences et les réformes fiscales)

Montrer le rôle des LRGs dans la promotion des partenariats locaux et nationaux pour la mise en œuvre des SDGs : accroître la compréhension et l'appropriation des SDGs par les citoyens

Souligner la possibilité d'articuler les acteurs territoriaux et de les associer au programme de développement durable et de lancer de nouvelles formes de collaboration.

Montrer l'importance de fournir des preuves pour élaborer des stratégies de plaidoyer au niveau territorial et rassembler des informations territoriales

### ●●● Groupe 2

Insister sur l'importance de la participation des LRGs à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des stratégies nationales de développement durable

Engager les LRGs dans les stratégies de plaidoyer afin de créer un environnement favorable à la localisation des SDGs (y compris la décentralisation, la clarification des compétences et les réformes fiscales)

Montrez comment utiliser les plateformes existantes pour impliquer les citoyens et les parties prenantes dans le nouvel agenda.

Montrer comment articuler les acteurs territoriaux et les associer au programme de développement durable et lancer de nouvelles formes de collaboration

Partager comment articuler les parties prenantes locales et régionales et les impliquer dans les stratégies nationales de plaidoyer

### ●●● Groupe 3

Souligner le rôle des LRGA dans la mobilisation de leurs membres et leur faire comprendre leur rôle dans la réalisation des SDGs

Partager sur la manière de mener des campagnes nationales de sensibilisation visant à impliquer d'autres LRGs et à plaider en faveur de la localisation du Programme.

Insister sur l'importance de la participation des LRGs à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des stratégies nationales de développement durable

Engager les LRGs à réclamer un environnement favorable à la localisation des SDGs (y compris la décentralisation, la clarification des compétences et les réformes fiscales)

Souligner le rôle des LRGA dans la direction des stratégies de plaidoyer sur les SDGs en s'appuyant sur des preuves locales

# Chapitre 3: Les SDGs sont faits pour les CTs. Aligner les plans de développement locaux et régionaux

Les SDGs sont  
pour les CTs

## Perspectives du formateur

La mise en œuvre des SDGs doit à la fois répondre aux priorités et aux besoins locaux et régionaux et être cohérente avec les stratégies nationales et la compléter.

Le rôle des différents niveaux de gouvernement dans la mise en œuvre des SDGs dépend du cadre politique et institutionnel de chaque pays. Chaque niveau de gouvernement devrait avoir la capacité de définir ses propres priorités conformément à ses domaines de responsabilité juridiques et de les poursuivre par le biais de plans locaux et régionaux et de politiques sectorielles.

Afin de définir les priorités locales, il est important de passer en revue les plans locaux et régionaux existants dans le but d'identifier les principaux besoins, priorités, lacunes et liens intersectoriels du territoire et leurs relations avec les SDGs et les priorités nationales. Il est essentiel que les gouvernements locaux et régionaux s'assurent que leurs priorités dans le cadre des SDGs sont pertinentes et détenues par les autorités locales, et qu'elles intègrent les intérêts des différents niveaux de gouvernement et des acteurs locaux, y compris les minorités et les groupes vulnérables.

### Gouvernance coopérative pour établir des priorités communes

L'ensemble du système d'acteurs, publics et privés, opérant sur un territoire devrait établir un cadre de dialogue commun afin de définir les priorités à prendre en compte par les SDGs. Les mécanismes de gouvernance suivants peuvent aider à rendre cela possible :

[Les plateformes de gouvernance à plusieurs niveaux](#) garantissent la cohérence entre les priorités sectorielles des administrations nationales et celles des gouvernements locaux et régionaux.

## Ecuador—Etude de cas (supplémentaire)

### L'approche de la gouvernance à plusieurs niveaux en Équateur

L'Équateur a encouragé la mise en place de systèmes intégrés de développement local permettant au gouvernement national et aux gouvernements autonomes décentralisés (DAG) de coordonner des initiatives sur des questions telles que la transformation des modes de production, la localisation efficace des politiques publiques et des investissements, et la gestion appropriée des initiatives de coopération au développement international

Conférence



Groupe 1, 2, 3



15 min



Diapositive 39-41



Groupe 1, 2



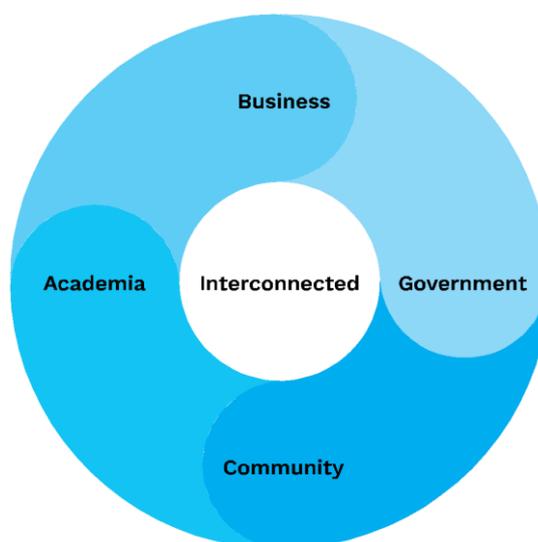
5 min

### Ces systèmes de développement local intégré, appuyés par le UNDP, ont eu les résultats suivants :

1. Au niveau territorial, des espaces de coordination et de dialogue (groupes de travail territoriaux) ont été institutionnalisés dans la plupart des territoires au moyen de décrets, du cofinancement des coûts opérationnels, du détachement de personnel et, plus généralement, de l'adoption de modèles de gestion de la coopération internationale pour le développement.
2. Au niveau national, les liens entre les processus de décentralisation et de développement territorial ont été intégrés dans les résolutions publiques et le plan de renforcement des capacités du DAG en matière de gestion de la coopération internationale pour le développement comprend désormais la création d'espaces participatifs permettant de réunir les acteurs territoriaux et divers ordres de gouvernement. De plus, les stratégies de travail du Secrétariat technique de la coopération internationale au niveau territorial sont maintenant enracinées dans la relation entre les acteurs territoriaux et les institutions gouvernementales à différents niveaux.
3. Au niveau international, le système a été intégré à l'approche et à la stratégie de développement territorial du UNDP.

**Coopération intercommunale, y compris la coopération transfrontalière** Le cas échéant, les collectivités peuvent utiliser conjointement pour évaluer leurs besoins, définir leurs priorités en matière d'objectifs de développement durable et élaborer des programmes et des plans au niveau territorial. Les autorités locales et régionales collaborent pour garantir une approche plus intégrée et efficace du développement territorial par le biais d'une coopération en matière de prestation de services, d'infrastructures et, dans la mesure du possible, par la mise en commun des ressources et des capacités.

La participation des organisations de la société civile, des entreprises privées et des universités **aux mécanismes multipartites**, formels et informels, ne peut être négligée.



Ces mécanismes devraient être accessibles à tous les secteurs de la société, équilibrés de sorte qu'aucun groupe ne prévaut sur aucun autre groupe et transparents. Lorsque tout le monde a la chance de contribuer au débat avec ses opinions, ses informations et son expérience, le processus gagne en légitimité, mais une prise de décision transparente et largement communiquée est pertinente pour garantir que le processus est responsable et que la confiance soit maintenue.

Si des mécanismes de participation existent déjà, ils peuvent être utilisés pour la définition des priorités des SDGs plutôt que pour la création de processus ad hoc ; Les arrangements institutionnels en vigueur permettent de renforcer les capacités des représentants de la société civile au fil du temps et de développer des relations de confiance entre soutien et coopération<sup>3</sup>.

Les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle de premier plan dans les mécanismes multipartites, dans la mesure où ils respectent l'indépendance des acteurs non gouvernementaux. Ce rôle consiste notamment à assurer une infrastructure minimale, à définir des agences, à proposer des thèmes spécifiques, à distribuer du matériel pertinent ou même à octroyer des subventions pour des activités particulières.

#### **Azuay (Ecuador)—Etude de cas (supplémentaire)**

Participation de la société civile à l'aménagement du territoire à Azuay (Équateur)

Le gouvernement provincial d'Azuay défend le principe de la participation active de la société, des communautés et des parties prenantes locales au processus de définition de ses plans et actions. Dans son Vision de territoire 2019, Azuay envisageait de mettre en pratique son système de planification participative dans le processus de mise en œuvre des SDGs sur son territoire. Elle a eu recours à un parlement populaire provincial et aux assemblées cantonales et communautaires pour réunir un large éventail de secteurs dans le cadre d'une planification institutionnelle cohérente. Ces initiatives seront complétées par la conclusion d'accords de coopération avec des représentants du secteur privé, d'organisations d'experts et du monde universitaire.

Source: Are regions ready? Implementing the SDGs at the subnational level, Nrg4SD Assessment Questionnaire

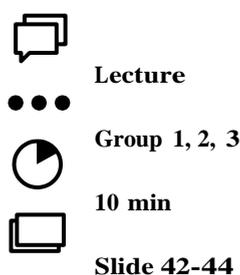
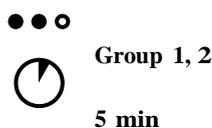
#### **Aligner les plans des collectivités locales et régionales sur les SDGS**

Cette conférence devrait être donnée à tous les groupes, même si vous organisez une courte formation. Cependant, cela est particulièrement important pour les gouvernements locaux et régionaux. Vous pouvez l'expliquer plus brièvement lorsque votre groupe cible est constitué par les associations de gouvernements locaux et régionaux. Si vous avez assez de temps, utilisez des études de cas pour illustrer la conférence.

Il est particulièrement important de définir les stratégies de mise en œuvre des SDGs en alignant les plans de développement locaux ou régionaux actuels sur les objectifs, cibles et indicateurs du Programme 2030.

Les plans locaux et régionaux peuvent fournir une vision globale du territoire et définir des stratégies fondées sur une approche intégrée et multidimensionnelle du développement inclusif et durable. Et ces stratégies seront mieux définies, mises en œuvre et suivies si l'implication des principaux acteurs territoriaux, les parties prenantes dans un contexte de large gouvernance participative est assurée.

<sup>3</sup> Report of the European Economic and Social Committee on the Opportunities and processes for civil society involvement in the implementation of the post-2015 agenda in the EU [*Go to the source*]



### Ces plans comprennent :

- Diagnostic de base du contexte socio-économique et environnemental
- Priorités locales ou régionales et liens avec les SDGs et les cibles
- cibles partagées
- Cohérence avec les plans nationaux (et régionaux) fondés sur les SDGs
- projets stratégiques
- Stratégies budgétaires et financières
- Calendrier de mise en œuvre
- mécanismes de gouvernance coopératifs

Outils de suivi et d'évaluation, y compris un ensemble d'indicateurs locaux et régionaux alignés sur les indicateurs établis dans le Programme 2030

**Tip :** Si vous travaillez avec Groupe 3 et n'a pas utilisé L'exercice de cartographie des parties prenantes pour la section de sensibilisation, vous pouvez l'utiliser ici et ignorer l'exercice d'alignement, qui pourrait être trop abstrait pour ce groupe cible.



#### Exercice



Groupe 1, 2, (3)



80 min



Diapositive 45-47



Document 8-10

Préparation: Pour chaque groupe, imprimez le document 8b (Tableau d'alignement vide) au format A3, imprimez la liste complète des cibles et indicateurs des SDGs (vous ne pouvez pas prédire à l'avance quels indicateurs seront alignés, vous avez donc besoin de la liste complète) et apportez-en des copies de ce que les CT doivent savoir:



10 min



15 min



10 min

### Aligner les plans locaux et régionaux sur les SDGs

Cet exercice d'alignement d'un plan de développement est basé sur une expérience réelle de la ville de Madrid (il est expliqué plus en détail dans la section Exemple). Pour cet exercice, nous n'avons choisi qu'une partie du plan de la mairie de Madrid afin que les participants puissent essayer de voir le processus d'alignement. C'est une application pratique de l'alignement d'un plan de développement local sur la stratégie du Programme 2030. Nous fournissons deux versions de cet exercice :

#### Version 1 : Carte d'alignement vide (document 8b)

Nous vous encourageons à demander aux participants au préalable d'apporter leurs plans de développement locaux et de travailler sur leur cas local.

Divisez les participants en groupes de 3 à 5 personnes, si possible, du même gouvernement local. Il leur sera plus facile de travailler sur leur propre exemple local. Ils doivent s'asseoir autour d'une table avec le document 8 (tableau d'alignement) placé au centre.

#### L'exercice comporte 6étapes:

##### 1. Trois axes stratégiques

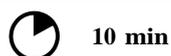
Demandez à chaque groupe de choisir 3 axes stratégiques (par exemple : Stratégies d'action urbaine pour lutter contre le changement climatique) et écrivez-les au tableau (document 8b).

##### 2. Projets

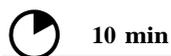
Chaque groupe doit proposer au moins un projet pour chaque axe stratégique.

##### 3. Objectifs SDG

Chaque groupe devrait assigner un ou plusieurs objectifs de développement durable à chaque axe stratégique.



10 min



10 min



25 min

**Tip:** If you choose version 1 and you see that a group has difficulties with the exercise you can always jump to version 2.

**Preparation:** For each group print Handout 8 (Aligning Board) on A3 format, print the list with the chosen UN Targets and Indicators (Handout 10) and Project Examples (Handout 9), and bring copies of What the local governments need to know

#### 4. Cibles de SDG

Chaque groupe devrait assigner un ou plusieurs objectifs de développement durable à chaque axe stratégique.

#### 5. Indicateurs SDG

Chaque groupe doit attribuer un ou plusieurs indicateurs SDG à chaque projet.

#### 6. Discussion en plénière

- Les plans de développement locaux peuvent-ils être facilement alignés sur le Programme 2030 ?
- Les SDGs peuvent-ils servir de déclencheur pour repenser les plans existants ?
- Les objectifs du Programme 2030 correspondent-ils aux réalités locales ?
- Comment pouvons-nous garantir l'intégralité de le programme et l'approche multi-dimensionnelle du développement durable ? Implication de différents secteurs et services, coordination, cohérence ...
- Les indicateurs du Programme 2030 correspondent-ils aux réalités locales ?

Tout en travaillant sur l'exercice d'alignement, les participants reconnaîtront que les indicateurs actuels proposés par la Division de statistique de UN ne correspondent pas toujours aux réalités locales et sont très difficiles à utiliser au niveau local. Le débat sur les indicateurs est un bon moyen de passer au chapitre 4.

#### Version 2 : Plan d'alignement prérempli basé sur les fragments de l'expérience de Madrid (document 8)

Cette version est conçue pour le groupe 3 ou d'autres groupes qui ont des difficultés à trouver des exemples concrets. Le timing et les étapes de cette version sont exactement les mêmes que pour la version 1. Les seules différences sont :

1. Le conseil a des priorités stratégiques pré-remplies.
2. Le groupe n'a pas à donner des exemples de projets. Vous devez imprimer des exemples de projets à partir du document 9 et les remettre aux participants. Ce faisant, les participants travailleront directement à l'alignement de leur propre plan de développement local sur le Programme 2030. Vous trouverez le tableau d'alignement avec les réponses suggérées dans le Document 8C.

### A close, united and habitable city

STRATEGIC FOCUS	PROJECT EXAMPLE	SDG NUMBER	TARGET	SDG INDICATOR
Urban action strategies to combat climatic change				

An efficient and sustainable mobility policy

**Sources:**

*SDG Indicators list*

*Ce que les CLs doivent savoir to know*

**Exemples :**

**Alignement du Plan d'action 2015-2019 de la Ville de Madrid sur les SDGS**



Plusieurs villes du monde, telles que Quito, Séoul, Durban et Madrid, alignent actuellement leurs plans gouvernementaux sur les objectifs, les objectifs et les indicateurs de développement durable. En ce qui concerne ces derniers, la mairie de Madrid aligne son plan d'action gouvernemental pour la période 2015-2019 sur les objectifs de développement durable. Le processus d'alignement a commencé par un diagnostic des différentes activités contenues dans le plan et de leur contribution aux objectifs de développement durable, à leurs objectifs et à leurs indicateurs. Cette étape a été suivie par l'adoption d'indicateurs spécifiques fondés sur la réalité de la ville. Elle se poursuivra par un processus de suivi et d'évaluation de la performance du Conseil et de la réalisation des SDGs.

Ce processus s'inscrit dans le cadre du Foro Madrid Solidario, une plate-forme dynamique et structurée de consultation et de dialogue récemment créée associant les différents départements du Conseil, ainsi que des représentants d'autres autorités publiques, des réseaux de gouvernements locaux, des ONGs, universités et centres de recherche, organisations sociales, secteur privé et associations professionnelles, et experts de différentes spécialisations travaillant dans les domaines de la coopération et de la solidarité.

L'exercice d'alignement de ce module est basé sur ce processus.

Source: Foro Madrid Solidario. Ayuntamiento de Madrid [*Go to the source*]

**La province sud-africaine du KwaZulu-Natal et la municipalité d'eThekweni intègrent les SDGS dans leurs propres objectifs**

Afin d'intégrer les objectifs de développement durable dans leurs propres instruments et objectifs de planification, la province du KwaZulu-Natal a analysé chacun des sept objectifs stratégiques du Plan provincial de croissance et de développement et leurs objectifs correspondants et les a reliés à la réalisation d'un ou de plusieurs SDGs. Un élément essentiel du plan a été la définition d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès accomplis à moyen et à long terme.

En ce qui concerne la municipalité d'eThekweni (Durban), les objectifs de développement durable ont été intégrés au plan à long terme et aux plans de développement intégré. Les autorités locales ont ensuite veillé à ce que chaque plan, programme et projet s'aligne sur ces plans (et, par conséquent, sur les objectifs de développement durable), sur leur définition, leur budget et leur performance mesurée conformément au programme 2030.

Source: Province of KwaZulu-Natal

## Quelles sont les ressources clés pour mettre en œuvre le Programme 2030 ?

### Version 1 : Débat en plénière

Si les participants à l'atelier ne connaissent pas le programme 2030, choisissez la version 1 de cet exercice, un débat en plénière. Utilisez les informations fournies ci-dessous (Document 11) pour présenter 10 ressources clés à mettre en œuvre le Programme 2030.

1. Aligner les budgets locaux
2. Mobiliser les ressources endogènes
3. Trouver de nouvelles formes de financement
4. Renforcement des capacités
5. Gestion de la performance
6. Coopération décentralisée
7. Améliorer la gestion des impôts
8. Accès à la coopération internationale
9. Transparence et lutte contre la fraude et la corruption
10. Rendre les marchés publics plus efficaces

Après votre brève introduction, utilisez les questions ci-dessous pour animer un débat en plénière.

- Les 10 éléments donnés ne constituent pas la seule réponse complète à la question Quelles sont les ressources clés pour mettre en œuvre le Programme 2030 ? Qu'ajouterais-tu à la liste ?
- Quelles ressources considérez-vous comme les plus importantes ? Pourquoi ?
- Certains d'entre eux sont-ils spécifiques à votre ville ou région ?
- Quel est le plus réalisable à réaliser ?
- Quel est le plus complexe ?

### Version 2 : Débat avec public avec questions / réponses

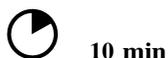
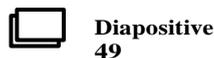
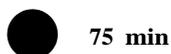
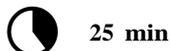
Si les participants connaissent le programme 2030 et ont participé activement à d'autres débats au cours de l'atelier, choisissez la version 2 de cet exercice - débat en groupe avec le public. Questions-réponses.

L'exercice comporte 4 étapes :

#### 1. Préparation

Répartissez les participants en 5 groupes. Lisez les catégories de la diapositive 49 et demandez à chaque groupe de choisir l'une des listes ci-dessous :

1. Aligner les budgets locaux et mobiliser des ressources endogènes
2. Trouver de nouvelles formes de financement et de renforcement des capacités
3. Gestion de la performance et coopération décentralisée
4. Améliorer la gestion fiscale et l'accès à la coopération internationale
5. Transparence et lutte contre la fraude et la corruption et amélioration de l'efficacité des achats publics.



---

 **30 min**

**Tip :** Utilisez le moment où les groupes se préparent pour définir l'espace pour un débat (mettez 5 chaises alignées pour les porte-parole et 1 chaise pour vous).

## 2. Ligne d'argumentation

Expliquez à chaque groupe qu'il devra choisir un porte-parole. Ils disposent de 25 minutes pour lire le document 11 et préparer une ligne d'argumentation afin que le porte-parole puisse expliquer pourquoi la ressource choisie est l'élément clé de la mise en œuvre du Programme 2030 (ex. : *Alignement des budgets locaux & mobilisation de ressources endogènes ou recherche de nouvelles formes de financement & du Renforcement de Capacité*). Chacun des groupes devrait également préparer 2 min. pitch pour le débat.

Les membres des groupes qui ne sont pas les porte-parole devraient préparer une liste de questions afin de rendre le débat plus difficile pour les représentants des autres groupes. s.

---

 **25 min**

## 3. Débat

Demandez aux porte-parole de s'asseoir sur les chaises du panneau. Vous êtes l'hôte, vous devriez donc poser la première question. Donnez à chaque orateur 2 minutes (mettez une minuterie) pour présenter son argumentation. Après les 5 présentations, tournez-vous vers le public et demandez s'il a des questions à poser aux intervenants. Donnez 1 minute pour une question et maximum 2 minutes pour chaque réponse.

---

 **10 min**

## 4. Changement de perspective

Fermez le débat. Terminez l'exercice et demandez aux participants de changer de perspective, de cesser de regarder du point de vue du groupe dans lequel ils étaient. Demandez-leur quelle argumentation était la plus convaincante. Si c'était un débat télévisé, qui l'aurait gagné ? Assurez-vous que les participants comprennent que l'utilisation d'une seule ressource ne suffira probablement jamais pour mettre en œuvre le programme.

### Aperçu des formateurs Document 11

#### 1. Mobiliser les ressources locales

Dans un contexte de ressources limitées, les budgets locaux devraient être efficacement alignés sur les priorités identifiées et établies dans les plans de développement locaux ou régionaux. Cela implique d'allouer ou de réaffecter les ressources disponibles pour satisfaire les priorités alignées sur les SDGs.

Il est également important d'améliorer les compétences et les capacités de gestion au sein des institutions afin de garantir une utilisation plus efficace des ressources disponibles. Ceci comprend :

Améliorer les schémas d'organisation

- gestion des impôts
- Budgétisation (y compris budgétisation participative)
- Marchés publics
- Transparence et lutte contre la fraude et la corruption
- Fournir des compétences nouvelles et améliorées au personnel des gouvernements locaux et régionaux par le biais d'initiatives de renforcement des capacités dans des domaines aussi divers que la gestion de la dette publique et l'accès aux prêts privés.

De nouveaux partenariats sont également nécessaires pour mobiliser des ressources et des compétences en partenariat avec le secteur privé (par le biais de partenariats public-privé),

les communautés (par le biais de partenariats public-privé-personnes) et des universités et centres de recherche..

Les canaux de financement alternatifs ne doivent pas être négligés : le crowdfunding, par exemple, lève des fonds grâce à de petites contributions de divers individus et organisations.

Les gouvernements locaux et régionaux peuvent également avoir besoin d'envisager de travailler ensemble pour mettre en commun leurs services. Que ce soit par le biais de mécanismes informels (comme une stratégie commune de municipalités ou de régions visant à attirer de nouvelles entreprises) ou de formes de collaboration institutionnelles plus complexes (associations ad hoc, consortiums, etc.), une telle coopération intermunicipale peut libérer des ressources supplémentaires en exploitant les avantages de coûts des économies d'échelle.

Un manque de ressources et de capacités est particulièrement critique pour beaucoup d'intermédiaires et de petites villes et municipalités et régions rurales. Pour cette raison, les régions et les gouvernements intermédiaires jouent un rôle important dans la montée en puissance de services de grande valeur et dans la fourniture d'un soutien technique et financier dans le cadre de mécanismes de coopération territoriale.

### 2. Renforcement des capacités pour un leadership efficace et dynamique

La mise en œuvre de projets stratégiques et la réalisation des SDGs au niveau local nécessitent des infrastructures et des équipements adéquats, un accès à la technologie et à l'innovation ainsi que des ressources humaines qualifiées.

**Le renforcement des capacités** est crucial pour la transformation des capacités humaines, scientifiques, technologiques, organisationnelles et institutionnelles d'un territoire. La réalisation des SDGs nécessite la responsabilisation des individus, des dirigeants, des organisations et des sociétés.

**Le renforcement des capacités endogènes** au sein des CTs est nécessaire pour la création d'institutions, l'analyse des politiques et la gestion du développement, y compris l'évaluation des options alternatives. De telles actions renforceront la capacité des acteurs à répondre aux défis à long terme plutôt que de se concentrer uniquement sur les problèmes immédiats. Pour ce faire, des connaissances et des compétences spécifiques sont nécessaires pour effectuer des tâches plus efficacement, ainsi qu'un changement des mentalités et des attitudes.

**L'apprentissage entre pairs** et le renforcement des capacités pour soutenir le leadership local et le travail en équipe peuvent être un moyen efficace d'améliorer la prestation de services, de modifier les flux de travail, de répondre aux besoins, de combler les lacunes et de promouvoir l'apprentissage par résolution de problèmes. Dans l'idéal, l'apprentissage par les pairs implique des autorités locales et régionales ayant des antécédents similaires, ce qui maximise l'impact en matière de gestion, de politique et de territoire.

### 3. Promouvoir l'appropriation et la coresponsabilité dans la mise en œuvre de projets stratégiques

La mise en œuvre des projets stratégiques inclus dans les plans basés sur les SDGs (ou les plans alignés) nécessite l'implication et la participation intégrales des parties prenantes locales (NGOs, secteur privé, organisations à base communautaire, organisations de recherche, universités et citoyens). Cette approche multipartite créera l'appropriation et la coresponsabilité de tous les acteurs et servira à mobiliser et à réaffecter efficacement les ressources.

Au cours de la dernière décennie, les ressources nationales ont été la plus grande source de financement du développement, et les organisations de la société civile, le secteur privé et les universités ont

une capacité importante à mobiliser non seulement le financement, mais aussi la technologie, l'innovation et le talent pour le développement durable. Si les parties prenantes ont des intérêts, des attentes et des objectifs différents et jouent des rôles différents, elles ont un objectif commun en matière de développement durable et inclusif de leurs territoires. Leur contribution à travers différentes phases (définition, financement, mise en œuvre, suivi et évaluation) peut être définie en fonction de leurs capacités et ressources (ressources techniques, technologiques et financières, compétences basées sur la connaissance et innovation).

Pour que les plans locaux et régionaux reflètent avec précision les besoins locaux, il est essentiel que les institutions publiques promeuvent la participation des citoyens, en particulier des groupes les plus vulnérables, par le biais de mécanismes facilitant leur participation. Lorsque les citoyens participent à la phase de planification d'un plan ou d'un projet, ils sont également plus enclins à participer aux phases de mise en œuvre et de suivi.

La diaspora peut jouer un rôle crucial dans le développement, les envois de fonds constituant un puissant instrument financier pour la réalisation de projets liés aux SDGs au niveau local, en particulier dans les domaines du logement, de la santé ou de l'éducation. En outre, la diaspora peut contribuer au commerce, à la technologie et aux connaissances, ce qui est également essentiel pour le développement de projets locaux. La gestion des envois de fonds nécessite une compréhension et un engagement locaux des citoyens.

#### **4. Coopération au développement**

Les partenaires de la coopération au développement peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre des SDGs en soutenant les réformes nationales en faveur de la décentralisation politique et fiscale, et en fournissant des ressources, des connaissances, des expériences, des technologies et des innovations permettant de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des autorités locales et régionales. Gouvernements.

Les gouvernements locaux et régionaux peuvent établir des partenariats directs avec des agences internationales et nationales, ainsi qu'avec d'autres partenaires tels que des organisations philanthropiques, des ONGs et le secteur privé, pour accéder à des fonds supplémentaires.

La communauté internationale encourage des changements dans la manière dont la coopération au développement est mise en œuvre. Afin d'aligner leur vision et leur plan d'allocation des ressources sur les priorités des SDGs, les partenaires de la coopération au développement sont encouragés à dépasser les critères d'éligibilité des pays et à coopérer avec les gouvernements locaux et régionaux lorsque les besoins sont les plus grands, renforçant ainsi les politiques cohérentes pour le développement durable.

Un effort particulier est nécessaire pour aligner les plans locaux et régionaux sur les principes d'efficacité de la coopération pour le développement. Cela implique d'aller au-delà d'une approche « aide » et de nouer de nouveaux partenariats pour le développement. La coopération officielle en matière de développement compte désormais sur la coopération décentralisée, les ONGs et les institutions philanthropiques à travers un large éventail de programmes d'intervention, notamment la coopération nord-sud, sud-sud et triangulaire.

#### **5. Coopération décentralisée**

Les partenariats de coopération décentralisés constituent un moyen optimal de créer des plates-formes permettant aux gouvernements locaux

et régionaux d'échanger des connaissances et des expériences, de fournir une assistance technique, de relier les sociétés entre elles et de générer des échanges entre citoyens, CSO, secteur privé et universités.

La nature universelle du programme est ce qui permet la coopération décentralisée d'intervenir et, de surcroît, de devenir un outil essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable. En effet, les Collectivités sont généralement confrontés à des problèmes que d'autres gouvernements du monde entier ont déjà abordés auparavant: l'approvisionnement en eau de bonne qualité (SDGs 8), l'extension de la ligne de bus pour permettre aux enfants des taudis d'aller à l'école (SDGs 10 ,

11), activités de renforcement des capacités des fonctionnaires locaux dans le domaine de la bonne gouvernance (SDGs 16). Il est clair que les gouvernements locaux et régionaux bénéficient de partenariats et de plateformes qui favorisent l'échange de connaissances et d'expériences et la fourniture d'une assistance technique. L'universalité du programme et le partage de problèmes similaires confèrent aux partenaires de la coopération décentralisée un sens horizontal, un intérêt mutuel et une double direction, rompant ainsi avec l'approche verticale axée sur l'aide.

### **Exemple : Coopération décentralisée en vue de la réalisation de l'SDGS 8 sur le travail décent et la croissance économique**

En 2012, dans le cadre de la localisation du programme du travail décent, l'ILO, UCLG et la ville de Maputo ont organisé un échange d'apprentissage dans la capitale mozambicaine sur l'économie informelle, en particulier les conditions des vendeurs informels. Les principaux invités étaient les villes de Durban, Belo Horizonte et Porto Alegre, qui ont eu l'occasion de partager leur vaste expérience dans le domaine. D'autres villes mozambicaines, des organisations internationales, des NGOS et le secteur privé ont également été invités. L'échange d'apprentissage a abouti à l'adoption d'une feuille de route sur la coopération Sud-Sud et triangulaire pour les gouvernements locaux. Il a été suivi d'une série de visites techniques et de sessions de formation en 2013. Durban a transféré son expérience à des Horizonte a partagé son expertise sur le soutien de l'économie locale et de l'urbanisation. L'échange a mis en évidence l'importance stratégique des marchés des produits alimentaires pour le développement économique local, la réduction de la pauvreté et la diversité culturelle, ainsi que la nécessité d'un programme de coopération Sud-Sud entre les autorités locales. Depuis lors, d'autres projets d'apprentissage par les pairs se sont déroulés à Barcelone, Lleida, Chefchaouen, Pasto et Borgou.

### **Principaux enseignements du chapitre 3**

#### **● ● ● Groupes 1 et 2**

Montrer pourquoi la mise en œuvre des SDGs doit à la fois répondre aux besoins et priorités locaux et régionaux et être cohérente avec les stratégies nationales et la compléter

Convaincre de l'idée que la mise en œuvre des SDGs aux niveaux local et régional devrait être liée aux plans de développement en cours (intégrés ou sectoriels) et aux actions prévues dans leur cadre

Faire comprendre que chaque niveau de gouvernement devrait avoir la capacité de définir ses propres priorités liées aux SDGS, conformément à leurs domaines de responsabilité juridiques, et de les poursuivre par le biais de plans locaux et régionaux et de politiques sectorielles.

Souligner l'importance de la gouvernance coopérative

S'assurer que le public comprend que l'ensemble du système des acteurs, publics et privés, opérant sur un territoire doit établir un cadre de dialogue commun afin de définir les priorités qui doivent être traitées par les SDGs.

Amener le public à comprendre que, dans un contexte de ressources rares, les budgets locaux doivent être efficacement alignés sur les priorités identifiées et établies dans les plans de développement locaux ou régionaux. Cela implique d'allouer ou de réaffecter les ressources disponibles pour répondre aux priorités alignées sur les objectifs de développement durable.

Amener les LRGS à investir dans le renforcement des capacités : améliorer les compétences et les capacités de gestion des institutions afin d'assurer une utilisation plus efficace des ressources disponibles.

Présenter au public de nouveaux partenariats avec le secteur privé (par le biais de partenariats public-privé), les communautés (par le biais de personnes des secteurs public et privé)

- partenariats) et des universités et centres de recherche afin de mobiliser des ressources et des compétences.

Amener le public à comprendre que, étant donné que le manque de ressources et de capacités est particulièrement critique pour de nombreuses villes intermédiaires et petites et des municipalités et régions rurales, les gouvernements intermédiaires jouent un rôle important dans l'extension des services de grande valeur et la fourniture de services techniques et financiers, soutien dans le cadre des mécanismes de coopération territoriale.

Veiller à ce que la pleine implication et la participation des parties prenantes locales soient considérées comme un élément clé de la mise en œuvre des plans alignés sur les SDGs

Inviter le public à compter sur les organisations de la société civile, le secteur privé et le monde universitaire, car ils disposent d'une importante capacité de mobilisation, non seulement en financement, mais également en technologie, innovation et talent pour le développement durable

Susciter l'intérêt du public pour la coopération au développement, y compris la coopération décentralisée, en tant qu'outil essentiel pour la mise en œuvre des SDGS en soutenant les réformes nationales en faveur de la décentralisation politique et fiscale, et en fournissant des ressources, des connaissances, de l'expérience, des technologies et de l'innovation pour renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des gouvernements locaux et régionaux

Enfin, concluez en veillant à ce que le public comprenne à quel point il est essentiel que les SDGS soient conformes à la nouvelle feuille de route pour la coopération décentralisée.

### ●●● Groupe 3

Sensibiliser les LRGAs au soutien important qu'ils peuvent apporter aux LRGs au stade de la mise en œuvre.

# Chapitre 4: Suivi



Lecture



Group 1, 2, 3



15 min



Slide 50-53



## Survi

### Points de vue du formateur :

Un mécanisme solide de suivi et d'examen de la mise en œuvre du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 nécessite un cadre solide d'indicateurs et de données statistiques permettant de suivre les progrès, d'informer les politiques et de garantir la responsabilité de toutes les parties prenantes.

Les SDGS seront suivis et évalués à travers un système de 232 indicateurs. Bon nombre de ces indicateurs peuvent être localisés en rassemblant des données au niveau territorial.

### Ressource

:

#### *UN Stats website*

Au niveau national, il est essentiel que le suivi tienne compte des données infranationales lors de l'examen de l'évolution et des résultats concrets des plans nationaux. La localisation du suivi du Programme 2030 implique les actions suivantes :

- Développer un ensemble d'indicateurs localisés, spécifiques à chaque territoire
- Veiller à ce que les informations recueillies par les gouvernements locaux et régionaux soient utilisées dans le suivi et les rapports nationaux
- Permettre la participation des gouvernements locaux et régionaux et des parties prenantes à la révision des plans nationaux.
- Utiliser les indicateurs des SDGs pour suivre et évaluer les plans locaux ou régionaux
- S'assurer que les réalisations locales sont reconnues et font partie des rapports d'avancement nationaux des SDGs

De nombreux gouvernements locaux et régionaux manquent de mécanismes adéquats pour la collecte d'informations et de données au niveau territorial et les ensembles de données locaux ne sont souvent pas compatibles avec les systèmes nationaux de collecte de données. Cependant, il existe des exemples de villes et de régions qui ont créé leurs propres institutions statistiques pour compléter les services de planification. Le renforcement de ces institutions sera essentiel pour suivre et évaluer la réalisation des SDGs au niveau territorial.

### Exemple :

Mécanismes de suivi des SDGs : Gestion des données au niveau Collectivité de l'État de Sao Paulo (Brésil) SEADE est une fondation liée au Département de la planification et de la gestion de l'État de São Paulo, au Brésil.

**Tip:** Look for a similar institution in the region of your trainees.

SEADE est devenue une institution prestigieuse au niveau national pour la production et la diffusion d'analyses socio-économiques et démographiques et de statistiques. L'institution vise à contribuer à améliorer les capacités de planification, de suivi et d'évaluation publiques ainsi qu'à démocratiser la société de l'information. Son conseil d'administration est composé de représentants du ministère de l'Économie et du Plan, de la Fundação de Desenvolvimento Administrativo, de l'Université de São Paulo, de l'Université d'État de Campinas et de l'Université Júlio de Mesquita Filho, de l'État de São Paulo. Le gouverneur, dont l'un est issu d'un organisme privé de recherche sur l'opinion publique. La SEADE et le Secrétaire à la planification et à la gestion publient des rapports annuels de suivi des MDGs, conformément aux indicateurs préalablement définis lors de la phase de planification, dans le but d'analyser les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs dans l'État fédéral et de contribuer à leur réalisation.

Source: Roadmap for Localizing the SDGs: Implementation and Monitoring at Subnational Level

### Promouvoir la participation des CTs au suivi national

Les systèmes de suivi de la plupart des pays sont administrés par un bureau de statistique national ou un service national de planification. Dans d'autres pays, les systèmes relèvent de la compétence d'une commission intersectorielle ou d'un conseil composé de représentants de différents ministères. Dans les deux cas, la participation des gouvernements locaux et régionaux au suivi et à l'examen nationaux de la mise en œuvre des SDGs est essentielle. Le processus de suivi doit être transparent pour que ses résultats servent à demander des comptes aux gouvernements locaux et régionaux et aux autres parties prenantes, et à exploiter les meilleures expériences pour transférer les connaissances vers d'autres municipalités, régions ou pays.

#### Exemple:

La Colombie a mis en place une commission de haut niveau sur les SDGs avec la participation de représentants du gouvernement national, des autorités locales et des parties prenantes nationales (organisations de la société civile, secteur privé, universités) afin d'assurer le suivi approprié du programme.

#### Resource:

*Colombia in implementing Agenda 2030*

### Recueillir des données et suivre les progrès au niveau CT



L'un des enseignements importants tirés des MDGs est que les progrès ne doivent pas être uniquement suivis au niveau national. UN a déployé des efforts particuliers pour faire du suivi aux niveaux local et régional une priorité dans le cas des SDGs. La mise en place de systèmes de collecte de données aux niveaux local et régional est essentielle pour ventiler les informations « par revenu, sexe, âge, race, ethnie, statut migratoire, handicap, localisation géographique et autres caractéristiques pertinentes dans le contexte national » (SDG target 17.18) et de suivre les processus et les résultats au moyen d'indicateurs.

Les LRGs peuvent décider de signer des accords de coopération avec d'autres niveaux de gouvernement pour assurer l'échange d'informations. Une « révolution des données » contribuera au suivi et à la réalisation des SDGs. Encore une fois, les universités, les centres de recherche et même les ONGs et le secteur privé peuvent contribuer à la collecte, au suivi et à l'analyse des données.

**Exemple :**

Le système de suivi et de reporting mis en place par le gouvernement colombien inclut la désagrégation des données au niveau territorial en tant qu'atout clé du suivi du processus de mise en œuvre des SDG.

**Adapter les indicateurs nationaux au contexte local et régional**

La définition des plans de développement durable des CTs, ou alignés sur les SDGs, comprendra un ensemble d'indicateurs liés à ceux du Programme 2030 et adaptés aux besoins et au contexte de chaque territoire. Les gouvernements locaux et régionaux peuvent avoir besoin de définir ces indicateurs en fonction de leurs capacités de collecte de données, notamment de leurs ressources humaines et de leurs moyens technologiques. Les indicateurs doivent également prendre en compte la diversité des territoires. Ainsi, conformément au slogan du SDG de «ne laisser personne derrière», y compris les groupes sociaux exposés au risque d'exclusion (c'est-à-dire les groupes qui tombent généralement bien en dessous de la moyenne des indicateurs) est nécessaire. De même, les pays présentant des conditions particulières, tels que les pays fragiles, touchés par un conflit, sans littoral ou moins développés, ou les petites îles, devront peut-être inclure des indicateurs supplémentaires pour mieux refléter et surveiller leurs situations et besoins spécifiques. En ce qui concerne le suivi et l'évaluation des plans locaux ou régionaux, les gouvernements locaux peuvent mettre en place des initiatives communes pour créer des mécanismes infranationaux solides appuyés par des processus de révision indépendants. Lorsque les ressources et les capacités ne permettent pas la création de mécanismes infranationaux, les gouvernements locaux et régionaux doivent veiller à ce que les autorités nationales collectent des données de manière exhaustive sur tous les territoires.

**Tip:** L'établissement de

Les SDGs sont toujours un processus continu dans lequel la plupart des questions que vos stagiaires peuvent poser ont pas de réponse. Avant le débat, il est important de souligner que, malgré l'importance cruciale de la localisation des indicateurs de développement durable pour mesurer les résultats et l'impact du Programme 2030 au niveau territorial, il s'agit d'un sujet complexe et non résolu qui peut causer de la confusion et même de la déception parmi les participants.

**Débat:**

- La plupart des indicateurs définis par la Division de statistique des Nations Unies (Indicateurs SDGs: liste révisée d'indicateurs des objectifs de développement durable mondiaux) (*Indicateurs SDGs: Liste révisée d'indicateurs des SDGS mondiaux*) sont difficilement applicables au niveau territorial et par les collectivités régionales et locales
- Les besoins et les perspectives statistiques des LRGs ne sont pas pris en compte dans la définition du système d'indicateurs des SDGs.
- Les données locales ne sont souvent pas compatibles avec les systèmes nationaux de collecte de données.
- Les LRGs pourraient utiliser leurs propres ressources statistiques (y compris des indicateurs) pour mesurer leurs contributions au Programme 2030. Mais si tel est le cas, certaines distorsions peuvent apparaître en termes de mesure et de rapport des réalisations aux niveaux local, national et international (réponse possible, ne montrez pas à vos stagiaires : impossible d'aligner leurs résultats sur ceux obtenus aux niveaux national et international).
- D'autres systèmes tels que UN Habitat CPI ou Eurostat peuvent fournir un cadre utile pour mesurer les impacts au niveau local (approprié pour les groupes 2 et 3).
- Les LRGs du monde entier manquent de ressources humaines, technologiques et matérielles suffisantes pour collecter et traiter des données et des informations au niveau territorial.
- La coopération internationale pour le développement, y compris la coopération décentralisée, peut fournir les ressources appropriées pour renforcer les capacités du LRGs dans ce domaine.



Lecture



Group 1, 2, 3



Slide 54-57

**Faites attention !** Les filtres utilisent des mots-clés en anglais et ne reconnaissent pas les mots-clés dans d'autres langues.

## Rapports : Rapport nationaux volontaires

Avant l'atelier, consultez le site Web VNR et recherchez des informations sur les pays de vos stagiaires. Pendant l'atelier, entrez sur le site Web, expliquez ce qu'est le VNR et montrez les données qui s'appliquent au contexte local dans lequel vous donnez la formation.

Certains pays procèdent à des rapports réguliers et exhaustifs des progrès réalisés aux niveaux national et sous-national, qui sont dirigés et dirigés par les pays. Ces rapports nationaux devraient servir de base aux révisions régulières du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable (HLPF), réuni sous les auspices du Conseil économique et social (ECOSOC). Comme stipulé au paragraphe 84 du Programme 2030, les rapports réguliers effectués par le HLPF doivent être volontaires, dirigés par l'État, entrepris par les pays développés et en développement et impliquer de multiples parties prenantes.

Les examens nationaux volontaires (VNR) visent à faciliter le partage d'expériences, y compris les succès, les défis et les leçons apprises, en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Les VNR cherchent également à renforcer les politiques et les institutions des gouvernements et à mobiliser le soutien de plusieurs parties prenantes et des partenariats pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

En suivant ce lien, vous pouvez vous connecter à la plate-forme de rapport en ligne, consacrée à la compilation des informations des pays participant aux rapports nationaux volontaires du Forum politique de haut niveau sur le développement durable.

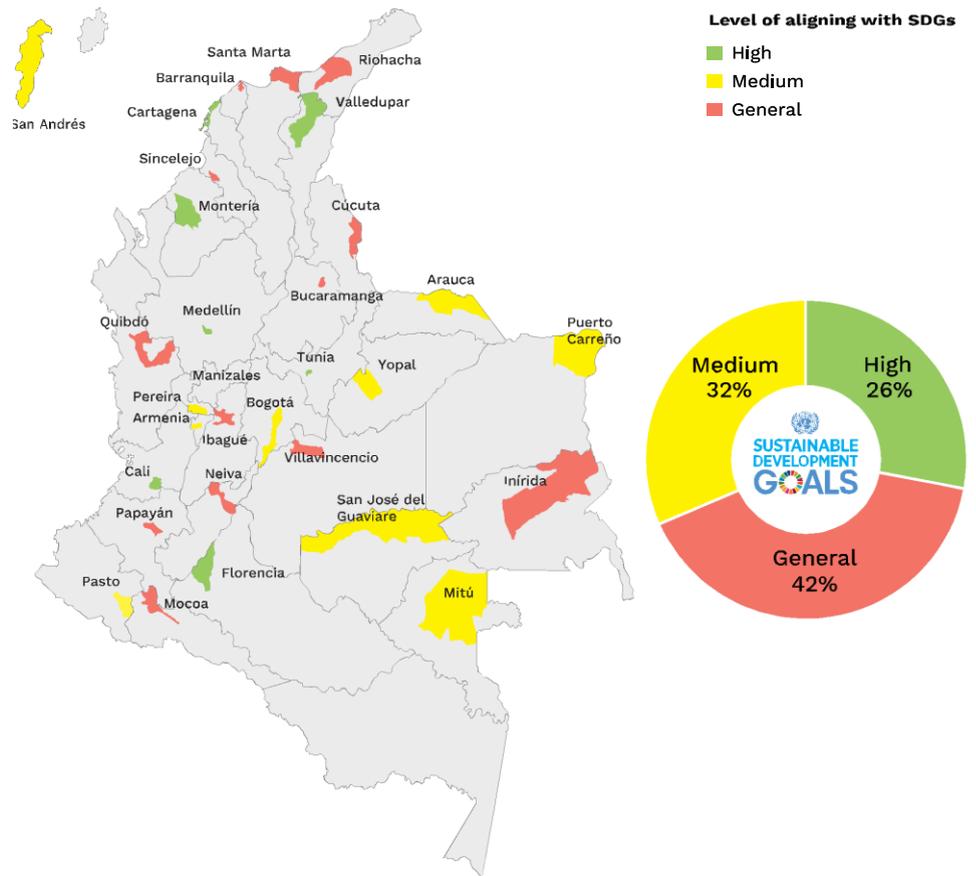
Vous trouverez des informations sur votre pays d'intérêt. Il est possible de filtrer ces informations par mots-clés suggérés, tels que « local government ».

### Exemple : Colombie

La Colombie faisait partie des examens nationaux volontaires de 2016. *Le Rapport volontaire* (en Espagnol) présenté au HLPF 2016 comprend des points de discussion intéressants :

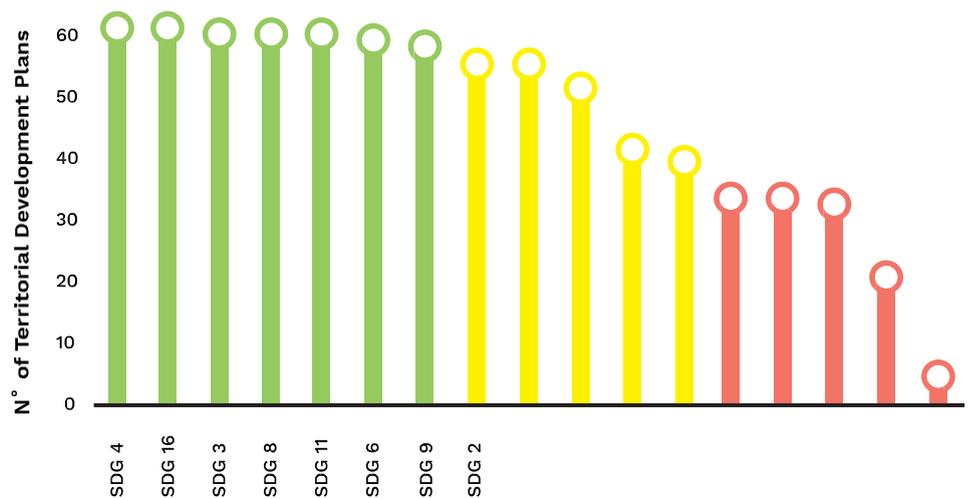
- Les SDGs sont conçus comme un outil permettant de renforcer le processus de paix
- Le plan de développement national est aligné sur les SDGs
- Gouvernance du programme au niveau national : mise en place d'une commission de haut niveau sur les SDGs avec la participation de représentants du gouvernement national, des autorités locales et des parties prenantes nationales (CSO, secteur privé, universités
- se concentrent sur la mise en œuvre au niveau CT. Alignement des plans des CTs sur les SDGs (pages 10 à 14 du rapport complet). Le rapport fournit des informations détaillées sur les départements et les villes qui ont déjà aligné leurs plans de développement.

### Inclusion des SDGs dans les plans de développement des capitales



- Il fournit également des données sur les principaux SDGs (les objectifs de développement 4 et 16 sont inclus dans 100% des plans et les objectifs de développement 3, 8 et 11 sur 98%) traités au niveau territorial.

### Inclusion of SDGs in Territorial Development Plans



Source: Technical Secretary SDG

- Le rapport indique également quelles cibles répondent aux compétences infranationales (au niveau des départements et des villes). Les administrations infranationales sont coresponsables de 30% des 169 objectifs. Les objectifs suivants ont été inclus à plusieurs reprises dans les plans de développement des villes ou des départements :

**9.1** Infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente

**10.2** Autonomiser et promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique de tous

**4.1** Veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons achèvent des études primaires et secondaires gratuites, équitables et de qualité, conduisant à des résultats d'apprentissage pertinents et efficaces

**16.7** Prise de décision dynamique, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux

#### Ressources:

*Colombia Voluntary National Review*

*Voluntary National Reviews website*



#### Rapport: Rapports de pays basés sur les LRGs

Au niveau international, les processus de suivi et de reporting ont été conçus sous la responsabilité des gouvernements nationaux et des agences des Nations Unies.

Cependant, la participation des LRGs à ce processus est indispensable. Dans ce contexte, UCLG propose à ses membres de :

1. Participer aux rapports nationaux volontaires que leurs gouvernements nationaux préparent pour UN ;
2. Développer des rapports de pays basés sur les LRGs en tant qu'instrument permettant de présenter et d'évaluer leur contribution à la réalisation de ces objectifs ambitieux.

Pour maximiser ce potentiel, les LRGs devraient déjà commencer à contacter leur gouvernement national afin de participer à l'élaboration des examens nationaux volontaires sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable que le Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies rassemble auprès des États membres.

D'autre part, les rapports de pays des LRGs soulignent le rôle que les LRGs peuvent jouer dans la localisation des SDGs et insistent sur le lien entre les politiques nationales, la gouvernance sous-nationale et les défis de la localisation des programmes mondiaux. La perspective des LRGs est une contribution indispensable aux processus de localisation et de reporting.

**Les rapports de pays des LRGs seront l'élément central de l'effort collectif de UCLG qui conduira à un rapport mondial sur la localisation en 2019.**

#### Principaux enseignements du chapitre 4

##### ●●● Groupes 1, 2 et 3

Introduire l'idée qu'un mécanisme solide de suivi et de rapport pour la mise en œuvre du nouveau 2030 nécessitera un cadre solide d'indicateurs et de données statistiques pour suivre les progrès, informer les politiques et garantir la responsabilité de tous les acteurs



Lecture

●●● Group 1, 2, 3



10 min

Laisser le public comprendre l'importance du suivi et de l'évaluation des SDGS à travers un système de 232 indicateurs, et qu'un grand nombre de ces indicateurs peuvent être localisés en collectant des données au niveau territorial. Favoriser la définition de plans de développement du LRGS comprenant des indicateurs alignés sur ceux des SDGS

### ●●● Groupes 2, 3

Encourager les LRGS à prendre part au suivi et à l'examen nationaux de la mise en œuvre des SDGS

## Annexe : Plan minute par minute

Chaque atelier nécessite des heures de préparation. Nous vous recommandons d'utiliser un tableau simple « Minute par minute ». Cela vous aidera à planifier les horaires, le contenu et les ressources nécessaires pour chaque section. Pour que l'atelier reste intéressant, essayez de varier les exercices et les parties de cours, utilisez des vidéos, des sites Web et essayez toujours d'interagir avec les participants chaque fois que cela est possible.

### Partie 1: Introduction

Heure	Contenu	Forme
 15 min	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accueil</li> <li>• Introduction (comment l'atelier ressemblera)</li> <li>• Vidéo (We the people)</li> <li>• Résultats du sondage</li> <li>• Explication des principes des SDGSs</li> </ul>	 Conférence Diapositive 1-13
 10 min	Que signifie localisation et pourquoi est-ce important?	 Lecture  Slide 14-22
 20 min	Pourquoi les SDGS sont-ils importants  Lecture pour la LGR?	   Slide 22  Commentaires en plénière
<b>Total: 45 min</b>		

Notes du tableau en papier

### Partie 2: Sensibilisation et plaidoyer

Heure	Contenu	Forme
 20 min	Le rôle des Collectivités dans l'amélioration de la compréhension et de l'appropriation des SDGS par les citoyens: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rôle des associations</li> <li>• SDGS - opportunité d'engager plus d'acteurs</li> </ul>	 Exposé  Diapositive 23-29

 <b>10 min</b> Division en groupes et explication		 <b>Exercice</b> Travailler de groupe
 <b>35 min</b> Travaux de groupe	Cartographie des parties prenantes	<b>Facilitation nécessaire</b>
 <b>15 min</b> Présentation sur le forum		 <b>Diapositive 30-33</b>
 <b>20 min</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le plaidoyer pour quoi faire ?</li> <li>• Construire un consensus national à partir de</li> <li>• Une approche ascendante</li> <li>• Création d'un environnement propice à la localisation (diapositive avec un modèle)</li> <li>• Comment le faire en pratique, exemples</li> </ul>	 <b>Conférence</b>   <b>Diapositive 34-36</b>  <b>Commentaires en plénière</b>  <b>Notes sur Flipchart</b>
<b>Total: 45 min</b>		

### Partie 3: Les SDGS sont faites pour les Collectivités

Heure	Contenu	Forme
 <b>10 min</b>	Introduction, alignement des indicateurs	 <b>Conférence</b>   <b>Diapositive 39-44</b>
 <b>40 min</b> Travaux de groupe		
 <b>10 min</b> Aligner les SDGS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exercise of aligning a development plan</li> <li>• Aligning local and regional development plan</li> <li>• How to align local indicators to SDG indicators?</li> </ul>	 <b>Document 8, 9, 10</b>   <b>Slide 45-47</b>
 <b>20 min</b> Aligner les cibles & projets		
 <b>10 min</b> Aligner les indicateurs		
 <b>15 min</b> Débat		
<b>Total: 95 min</b>		

## Partie 4 - Suivi et analyse

---

### Heure

 30 min

### Contenu

Suivi

- Analyse
- Colombie
- Rapports de pays basés sur la LGR

### Forme

 Conférence

Demander aux participants ce qu'ils font dans leur pays?

### Flipchart

 Diapositive  
50-5

**Total: 30 min**

---

Édition du contenu : Agustí Fernández de Losada Passols, directeur et Anna Calvete Moreno, consultante du département des études et de l'assistance technique internationale, Tornos Abogados

Méthodologie et conception : Aleksandra Zemke, fondatrice et Matylda Zawadzka, designer Smilemundo.org



*Empowered lives.  
Resilient nations.*



**UN HABITAT**  
FOR A BETTER URBAN FUTURE

